

## Rapport au Conseil national – 23 juin 2017 – Pierre Laurent

---

Cher-e-s camarades,

Permettez-moi avant tout d'adresser mes sentiments de fraternité les plus chaleureux à l'ensemble des communistes. Toutes et tous viennent de traverser, avec beaucoup de combativité et d'esprit de responsabilité, une année politique complexe et difficile à vivre. Je veux leur dire que tous leurs efforts, les gestes militants produits, toutes les idées semées, les contacts noués, tout portera ses fruits. Rien de ce que nous avons fait ensemble ne sera vain. Je veux tout particulièrement féliciter nos candidates et candidats, et tous ceux qui les ont accompagnés dans leurs campagnes, singulièrement nos secrétaires départementaux, et saluer le travail conduit tout au long de l'année, notamment pour les élections législatives par le secteur Élections sous la conduite de Pascal Savoldelli et le secteur Vie du Parti sous la conduite d'Émilie Lecroq. Et je veux enfin, évidemment, en votre nom à tous, saluer les onze députés communistes élus, qui vont porter notre voix et nos combats durant cinq années. Ils seront très précieux pour unir dans le combat les forces d'opposition sociales et démocratiques à Macron, au Parlement comme dans le pays. Vous le savez, les onze députés formeront le nouveau groupe GDR avec des députés ultramarins. Ils ont proposé hier de travailler à une liaison ou à toute forme de coordination avec le groupe des Insoumis. Notre confiance leur est acquise. Nous allons pouvoir compter sur un groupe combatif, créatif, renouvelé et rajeuni. Il y a neuf nouveaux députés parmi les onze. J'ajoute que nous pouvons également compter sur l'entrée au Parlement européen d'une nouvelle députée européenne dans la circonscription du grand sud-ouest, Marie-Pierre Vieu. C'est aussi cela le résultat d'une année d'engagement des communistes dans tout le pays.

Je veux dire ensuite que ce rapport a été rédigé à chaud, nous sommes cinq jours seulement après la fin du cycle électoral. Il est donc une entrée dans un débat qui va durer, sûrement pas un aboutissement. Il était tout de même indispensable que nous portions une première analyse et que nous prenions des décisions immédiates. Ce rapport est le fruit des propositions que j'ai livrées devant le CEN mardi et de la discussion collective de travail que nous avons eue. J'ai essayé de tenir compte de cette très riche discussion, mais la vérité m'oblige à dire qu'il n'engage pas le CEN sur toutes les questions. Le temps de la synthèse était trop court. J'assume la part d'engagement personnel qu'il comporte. De toute façon, la période qui s'annonce nécessitera l'engagement de tous, dans le respect et la fraternité, mais avec franchise et courage.

J'en viens au cœur de mon propos. Pour problématiser notre travail, je préfère aller droit au but. Je ne me livrerai pas à une analyse détaillée de tous les aspects de la situation. Les problèmes sont trop lourds et trop nombreux. Nous rencontrerons également cet écueil avec le CN, face aux immenses enjeux de la période. Le temps sera lui aussi trop court, comme le temps imparti à chacune de vos interventions. Je ferai donc des propositions sur le processus de travail dans lequel nous devons nous engager. Et c'est en particulier là-dessus que je vous demanderai de vous prononcer.

Pour être franc, je pense que ce qui vient de se passer dans la société, et pour notre parti, appelle à repenser très profondément deux questions :

- la nature, le rythme, l'ampleur et l'ambition des transformations du Parti ;

- les conditions de la reconstruction progressive d'une perspective majoritaire de changement progressiste.

Je veux faire quatre remarques préliminaires :

1) La situation créée par les deux élections présidentielle et législatives est un séisme électoral et politique inédit sous la V<sup>e</sup> République.

C'est une nouvelle période politique qui s'ouvre, non stabilisée, en quelque sorte l'année zéro d'une recomposition appelée à connaître d'autres épisodes. Pour tirer des enseignements politiques, prendre les bonnes décisions, nous ne pouvons nous en tenir à l'analyse de nos résultats, ou même analyser nos résultats en dehors de ce qui a été bouleversé autour de nous. Les questions posées sont plus globales, plus exceptionnelles que d'habitude. Tout doit être repensé, réétudié : l'état de la société, des clivages de classe, à l'heure d'une mondialisation capitaliste en plein chaos, le nouveau paysage politique, la nature des nouvelles forces en présence, les conditions de construction d'une nouvelle majorité politique de changement à partir de cette situation, la question de la gauche, de son état et de son avenir... Et pouvoir ainsi repenser utilement notre rôle et notre avenir dans ces conditions bouleversées. C'est donc une réflexion d'ampleur à laquelle nous sommes appelés.

2) La situation n'est pas stabilisée. La recomposition va durer. D'énormes contradictions demeurent.

Et l'une de ces contradictions est au cœur de la situation : le camp libéral recomposé, avec Macron, En marche et le Modem, a remporté une écrasante victoire. Cette victoire, il l'a obtenue en réussissant à capter à son profit un ras-le-bol très profond à l'égard de la société actuelle, d'immenses besoins de changement politique, parfois très contradictoires, une volonté de déverrouillage démocratique. Ces attentes travaillent en vérité des pans entiers de la société française depuis 2005. L'attelage du pouvoir est instable, parce qu'il y a une énorme contradiction entre ce captage politique, ce hold-up réussi par Macron et les attentes de progrès social, écologique et démocratique qui sont toujours là. La situation peut vite mettre en évidence le décalage criant entre les pouvoirs quasi absolus de l'exécutif et d'un Président, que les médias surnomment déjà communément « Jupiter », et l'état réel du pays et des attentes citoyennes. Il y a beaucoup d'incertitude sur l'avenir de la coalition politique présidentielle à l'intérieur même de cette force : l'épisode récent du remaniement ministériel et du départ de François Bayrou en est l'illustration.

La politique Macron ne répondra pas à ces attentes dans la durée, parce que son logiciel reste celui du service des intérêts capitalistes financiers. La contradiction est appelée à s'aiguiser, sans que l'on puisse dire de quel côté elle peut se dénouer. C'est l'objet du combat politique en cours. Mais travailler ces contradictions, pour agir en s'appuyant sur les forces qui cherchent ou ont intérêt à des issues positives, est décisif. Notre travail n'est pas seulement de s'opposer, mais d'aider les travailleurs, les citoyens qui y ont intérêt à trouver les chemins de leur émancipation sociale et démocratique. Nous devons d'abord nous exprimer à partir de ce que cherche la société, et nous centrer en premier lieu sur cela.

3) Nous sommes directement interpellés par ces bouleversements. La question de l'avenir du Parti est posée.

Nous ne sommes pas les seuls à être remis en cause. Un immense chantier de reconstruction est face à nous et à toutes les forces de transformation sociale. La gauche sort atomisée de ce séisme

après cinq ans d'un quinquennat qui a préparé cette explosion. Le PS et EELV sont au tapis. L'émergence de la FI cristallise la recherche d'une réponse nouvelle à cette crise de la gauche, mais soulève d'autres questions sur l'avenir possible d'un projet majoritaire. Nous-mêmes sommes très affaiblis. Nos résultats législatifs sont un échec grave en termes de voix et de crédibilité nationale. L'élection de onze députés est une très bonne nouvelle dans ce contexte. Elle fait de nous une des forces qui a résisté à la tornade. Nos militants ont tenu bon et mené des campagnes courageuses. Nous pouvons et devons jouer un rôle dans la reconstruction à venir, à condition de procéder à des changements profonds, en quelque sorte à notre propre révolution politique.

Le bilan de l'année écoulée doit être absolument débattu, sans tabou. Il nous faudra démêler ce qui a relevé de notre gestion politique de l'échéance présidentielle, et des questions plus structurelles sur l'avenir de notre combat et celui du Parti.

Il est évident que les choix que nous avons faits pour l'élection présidentielle ne nous ont pas permis de dénouer les difficultés et de déjouer les dangers que nous avons identifiés. Un regard critique sur cette année est donc nécessaire. En même temps, l'année révèle tout à la fois la persistance d'un large espace politique pour les idées de transformation sociale que nous contribuons à développer, et des impasses politiques qui demeurent voire s'aggravent. Notre bilan doit donc chercher à remonter à la racine des problèmes qui nous sont posés. Nous devons évaluer nos expériences depuis le Front de gauche, les points marqués et nos erreurs ; mais comprendre aussi plus fondamentalement la profondeur des colères populaires et la difficulté que nous avons à les porter jusqu'à la conscience politique d'un intérêt commun de tous les dominés. Comprendre les potentiels comme les obstacles à la reconstruction d'une conscience de classe, les penser dans leur dimension internationale. Comprendre les nouveaux phénomènes politiques néo-populistes, qui ne sont plus l'apanage du Front national, mais sur lesquels Macron a lui aussi construit son mouvement, et que Jean-Luc Mélenchon et la France insoumise revendiquent sous l'appellation de « populisme de gauche ». Comprendre enfin les transformations de la politique et des formes d'engagement, singulièrement dans la jeunesse et les nouvelles catégories sociales émergentes.

Le problème central pour nous n'est pas de nous penser principalement par rapport à la FI, même si celle-ci s'est installée à un niveau significatif sur un terrain que nous disputons nous-mêmes. Je crois en réalité que, pour l'heure, aucune des forces en présence n'est en mesure de relever l'énorme défi de reconquête face à Macron et de reconstruction d'une perspective majoritaire de gauche. Nous avons surtout à penser par nous-mêmes cette situation, avec tous ceux qui sont disponibles, et ils sont nombreux, pour reconstruire une stratégie et des pratiques de conquêtes et de victoires durables pour la transformation sociale, et un parti communiste du XXI<sup>e</sup> siècle utile à atteindre ces objectifs. Ce chantier et les réponses qu'il doit faire émerger restent à construire, ce qui ne veut pas dire que notre point de départ soit une feuille blanche, loin s'en faut.

4) Nous affronterons les défis de cette nouvelle période dans la riposte et l'action pour reconstruire. Il ne saurait être question de rentrer en conclave ou en hibernation. Nous allons être au front tout de suite. Je crois d'ailleurs que l'action et les luttes sont une condition de la reconstruction politique, y compris de nos propres réinventions. Je ferai donc des propositions pour que nous engagions ces ripostes, en lien avec nos parlementaires, d'autant que le pouvoir veut frapper vite et fort dès cet été. Je crois que nous devons le faire avec esprit de suite. Les fronts de riposte que nous devons déployer doivent s'inscrire dans la durée pour devenir de véritables chantiers de reconstruction alternative, et créer de nouveaux espaces politiques d'engagement.

Ainsi, chers camarades, vous l'aurez compris, je pense qu'il nous faut une remise en cause, une réinvention profonde, sérieuse qui demandera du temps. Je pense en même temps que les questions ne peuvent attendre, et que le signal de l'audace doit être immédiat et fort. Je vous proposerai donc des décisions concrètes sur l'agenda, la méthode et l'ambition de notre travail. Cet agenda et cette méthode doivent garantir que tous les choix, à chaque étape, seront mis entre les mains des communistes.

Avant d'en venir à ces propositions pour l'avenir du Parti et nos initiatives de riposte à la politique Macron, je veux souligner quelques points supplémentaires utiles pour prendre toute la mesure du séisme politique qui vient de se produire.

### **Tous les scénarii déjoués**

La première mesure de ce tremblement de terre nous est donnée par les Français. Ils ont déjoué tous les pronostics, à commencer par le match Hollande-Sarkozy qui n'a jamais eu lieu. Les primaires étaient là pour les installer. Les Français les ont instrumentalisés pour changer le casting présidentiel, ce qui fait beaucoup réfléchir sur l'usage même de ces primaires dans le contexte d'une présidentialisation exacerbée.

### **Un cocktail détonant**

Le cocktail explosif qui a fait voler en éclats le paysage politique est divers. Il mélange beaucoup d'exaspération devant la dégradation des conditions de vie sociale, devant les inégalités indécentes, devant les mensonges politiques à répétition, devant les gâchis d'une société qui ne ménagent ni les humains, ni la planète. Il conjugue aussi la montée de la peur et des inquiétudes face à l'avenir, face au monde, face à la menace du terrorisme. Il marie le brouillage des repères politiques, la dilution des repères de classe dans le monde du travail et aussi une forte poussée de « démagisme », utilisée comme un exutoire très contradictoire contre un système politique jamais clairement défini, par des forces aussi diverses que En marche !, la France insoumise ou le Front national.

Il existe en France un désir de changement majoritaire vers plus d'honnêteté en politique, plus de justice sociale, de démocratie réelle, de paix et de sécurité, de respect de l'environnement. Notre peuple aspire au renouveau des choix politiques, de la politique elle-même. Interrogé sur ses aspirations au fil des enquêtes, il répond de plus en plus positivement à des mesures ou des propositions clairement ancrées « à gauche ». Que ce soit sur les questions sociales, économiques ou sociétales. Nous l'avons-nous-mêmes constaté dans l'enquête que nous avons initiée « Que demande le peuple », malgré toutes ses limites.

Mais, il s'identifie de moins en moins à ce mot de « gauche », identifié à Hollande, au Parti socialiste et aux désillusions que les expériences de gauche, notamment la politique du dernier quinquennat, ont engendrées. Ainsi, le clivage droite/gauche est aujourd'hui profondément brouillé. La rhétorique de Macron, ses choix dans la composition du gouvernement, accentuent ce brouillage.

Faut-il s'en accommoder, comme s'il s'agissait là seulement « du vieux monde » ? Ou plutôt chercher à redonner du sens à tout cela ? Et comment ? À partir de quels grands repères émancipateurs dans le XXI<sup>e</sup> siècle ? Ces débats sont pour nous sur la table.

## **Le sens du vote Macron. Et maintenant quelle opposition ?**

Les déceptions successives font monter chez les gens le besoin du neuf en politique et du nécessaire rassemblement pour le porter et réussir. Tout ce qui divise est mal vécu. Tout ce qui apparaît comme une posture de critique systématique est condamné. Tout ce qui apparaît comme une querelle politique est désavoué. Nos concitoyens veulent des solutions et pas des critiques. Ils veulent le rassemblement, l'unité et pas la division.

Tout ceci explique le succès de Macron qui, avec l'appui des milieux financiers et leurs réseaux politiques ou médiatiques, a su capter à son profit ces aspirations, les détourner tout en apportant une réponse : Macron possède un atout que n'avaient ni Sarkozy ni Hollande. Il ne représente pas un clan, un camp, mais un rassemblement, un mouvement.

Pour autant, son projet politique n'a pas fatalement partie gagnée dans la durée, et les résultats électoraux eux-mêmes traduisent les limites et les contradictions auxquelles le Président et le gouvernement vont être confrontés : Macron a été élu avec 24 % seulement des voix au premier tour et, au second, avec les bulletins de vote de citoyens, dont nous sommes, qui refusaient l'accession possible au pouvoir de Marine Le Pen.

Même constat concernant les élections législatives : Macron a bénéficié au maximum de l'effet levier du quinquennat et l'inversion du calendrier : « La République en Marche ! » devient la première force politique sur la métropole avec 6 032 689 voix et 27,94 % des exprimés, mais accuse une perte de 2 234 385 sur le score de Macron à la présidentielle.

## **La signification de l'abstention**

L'abstention massive à l'élection législative montre les fragilités du projet présidentiel. L'abstention a cette fois cumulé l'exacerbation de la logique présidentialiste depuis l'instauration du quinquennat et une défiance attentiste à l'égard du nouveau pouvoir. Résultat : elle atteint un record avec 51,29 % des inscrits, pulvérisant pour la première fois aux législatives le mur des 50 %.

Le Premier ministre et les divers porte-parole de LREM ont minimisé ce fait inquiétant pour asseoir la légitimité sur les pourcentages de voix exprimées et le nombre de députés élu-e-s. Or, avec 29 % de différence, cette élection de 2017 sanctionne la plus grosse chute de participation entre un 1<sup>er</sup> tour de présidentielle et un 1<sup>er</sup> tour de législatives depuis que ces élections se suivent à 7 semaines d'intervalle. Les moins de 50 ans, les ouvriers et les employés, les moins diplômés, les revenus inférieurs au salaire médian forment les grosses cohortes des abstentionnistes.

## **Le Front national entre progression record et coup d'arrêt**

Chose nouvelle, avec seulement la participation de 43 % de ses électeurs du 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle, l'abstention frappe aussi très durement l'électorat du FN, pourtant challenger de 2<sup>e</sup> tour du Président élu.

Le Front national est dans une situation paradoxale. Sa progression a été extrêmement importante dans ces élections. En même temps, l'échec du 2<sup>nd</sup> tour et les débats internes marquent une forme de coup d'arrêt, et il ne parvient pas à former un groupe, contrairement à nous et à la France insoumise.

Le FN a connu avec ces élections législatives un net reflux avec la perte de 4 564 347 voix et 8,09 % des exprimés par rapport à la présidentielle, passant du rang de 2<sup>e</sup> force politique à celui de 3<sup>e</sup>

force, malgré une présence dans toutes les circonscriptions de métropole. Il régresse aussi par rapport aux législatives de 2012, passant de 14,01 % des exprimés à 13,43 % et perdant 586 485 voix.

Cependant, il reste la 1<sup>re</sup> force chez les ouvriers (29 %) et chez celles et ceux qui gagnent moins de 1 250 €/mois (25 %). N'en concluons donc surtout pas que la menace aurait disparu. Elle reste à un très haut niveau pour la suite.

La bataille que nous avons menée avec le livre *Front national l'imposture*, qui a fait l'objet d'une multitude de débats partout en France, le positionnement au soir du premier tour de l'élection présidentielle ont contribué, pour leur part, à ce reflux, ou à cette progression heureusement maîtrisée et, surtout, à être identifiés ou ré-identifiés dans le champ politique comme un parti responsable qui ne transige pas avec des valeurs essentielles. Nous devons amplifier ce travail.

### **Les partis de droite ébranlés**

Le séisme politique frappe de plein fouet la droite dite républicaine : affaiblie par l'épisode des primaires, puis par une campagne présidentielle marquée par le « Pénélope gate » et les affaires, LR et l'UDI réunissent, aux élections législatives 4 070 408 voix et 18,85 % des exprimés, soit une perte de 3 368 353 voix et 11 % sur 2012.

LR et UDI ne rassemblent que 46 % des électeurs s'affirmant de droite. L'électorat de cette droite puise l'essentiel de sa force chez les plus de 60 ans : 28 % chez les 60-69 ans et 34 % chez les plus de 70 ans. La résilience de la droite LR-UDI repose sur le vieillissement du corps électoral et sur le fait que l'abstention soit nettement plus faible dans ces classes d'âges.

### **Le PS et EELV atomisés**

La gauche, dans son ensemble, sort considérablement affaiblie et divisée de cette séquence électorale. L'effondrement et le discrédit du PS rejaillissent sur toute la gauche et la tire globalement vers le bas. PS et Verts sont face à une crise existentielle qui peut leur être fatale.

Les Verts sont politiquement et provisoirement éliminés, très paradoxalement au moment même où leurs idées sont devenues hégémoniques dans une grande part du champ politique et que la personnalité la plus populaire du gouvernement s'appelle Nicolas Hulot.

Le PS est explosé. Avec ses satellites PRG et MDC, il obtient un score de 1 726 628 voix et 8 % des exprimés sur la métropole, à rapprocher des 8 616 137 et 34,62 % de 2012. S'il se redresse légèrement par rapport à la présidentielle, il passe du rang de 1<sup>re</sup> force électorale du pays en 2012 à celui de 5<sup>e</sup> force. Personne ne peut dire aujourd'hui ce qui va se passer. La direction du PS a démissionné et vient de repousser la mise en place d'une direction provisoire. Personne n'en connaît les équilibres. La tendance d'un vote d'abstention du groupe socialiste lors du vote de confiance à l'Assemblée nationale semble acquise.

Nous nous dirigeons probablement vers des prises d'initiatives éclatées. Benoît Hamon organise déjà un rassemblement le 1<sup>er</sup> juillet, pelouse de Reuilly à Paris, pour créer un mouvement trans-partisan.

Une chose est sûre, nous assistons à la fin, peut-être provisoire, mais pour l'heure bien réelle, d'une séquence politique de près de quarante ans, marquée par l'alternance d'une gauche dominée par le PS et d'une droite dominée par la droite UDR/UMP/LR-UDI. Les forces libérales

dominantes sont à la recherche d'un nouveau modèle politique français, teinté de grande coalition à la française et de néo-populisme présidentialisé.

Après la prise du pouvoir gaulliste en 1958, l'arrivée de la gauche en 1981 et la longue plongée dans les alternances à répétition et les déceptions toujours plus vives qu'elles ont engendrées, nous entrons dans un troisième temps de la V<sup>e</sup> République, qui aura des conséquences sur toutes les échéances à venir avant 2022, à commencer par les sénatoriales.

### **La nature du régime présidentiel au cœur de la crise démocratique.**

La dévalorisation des élections législatives, comme des élections locales, atteint la cote d'alerte. La participation aux élections législatives a chuté de 16 % depuis 1997, dernières législatives avant le quinquennat. À cela s'ajoutent la déformation des modes de scrutin et l'écrasement du débat par le temps présidentiel. Résultat, l'Assemblée nationale présentée comme celle du renouveau déforme comme jamais la représentation du pays.

Je pense que nous devrions en tirer deux conclusions : intensifier de manière beaucoup plus permanente et efficace notre bataille pour la démocratisation institutionnelle. Je ferai une proposition immédiate à ce sujet ; anticiper différemment la bataille présidentielle dans laquelle nous avons subi deux échecs en 2002 et 2007, et dans laquelle nous avons soutenu Mélenchon en 2012 avec le Front de gauche et en 2017 dans des conditions que personne, je crois, ne souhaite renouveler parmi les communistes.

### **Approfondir le débat sur les partis et les formes d'engagement, d'organisation et de représentation politique.**

Les mêmes qui crient à la mort des partis en créent sur de nouveaux modèles, mixant une implication numérique décentralisée, une concentration des lieux de décision, et l'imposition de marques fortes utilisant toutes les techniques du marketing politique numérique. Notre parti, riche d'idées, fortement militant, implanté localement, reste lui sous-doté en moyens numériques et manque de cohérence, de visibilité et d'efficacité nationale. Nous n'avons pas à copier des modèles qui relèguent la souveraineté et l'initiative individuelle. Au contraire, nous avons à inventer nous-mêmes une nouvelle forme de parti, un nouveau modèle d'organisation additionnant un fort pouvoir militant, décentralisé et impliqué démocratiquement, et une cohérence, une réactivité, une visibilité nationale profondément repensées, utilisant tout à la fois les pratiques militantes de proximité, une communication modernisée et les nouveaux potentiels numériques, en inventant de nouveaux usages numériques au service de nos objectifs. Nous avons d'ailleurs à développer l'appropriation sociale et militante des usages numériques pour inventer de nouveaux modèles d'information et de communication, d'échanges participatifs, de décision et d'organisation ; et pour mieux conjuguer nos organisations territoriales, du local au national, à de nouveaux réseaux horizontaux, pour repenser dans l'ensemble de nos organisations une souveraineté globale et décentralisée de nos militants.

### **Ma dernière série de remarques concerne évidemment l'espace de reconstruction d'une gauche de transformation sociale et d'un projet à vocation majoritaire pour reconstruire une perspective de victoires.**

Le succès de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle, avec un score remarquable de près de 20 % des voix, très proche de la qualification au second tour, est la marque d'une évolution qualitative en faveur d'un nouveau projet transformateur humaniste, social et écologique.

Cette dynamique montante depuis 2012, nous y avons pris notre part.

Dans la foulée de ce résultat présidentiel, Jean-Luc Mélenchon et les dirigeants de la France insoumise ont choisi, contrairement à 2012, de donner la priorité à l'installation politique de leur mouvement, en fait de ce nouveau parti, dans le champ politique. Ils ont choisi de le faire dans une concurrence délibérée avec les forces adverses, ce qui est bien normal, mais aussi avec les forces potentiellement partenaires, comme notre parti. Et ils ont l'intention de continuer. La FI a obtenu sur ces bases des résultats significatifs aux élections législatives, très supérieurs aux nôtres, mais aussi très inférieurs à l'élection présidentielle, confirmant le caractère pluriel du vote Mélenchon du 23 avril. Les résultats législatifs permettent à la FI de disposer d'un groupe à l'Assemblée nationale. Si la FI semble vouloir s'affirmer comme une force concurrente à la nôtre, nous ne sommes pas obligés de construire notre stratégie en miroir de la leur. Regardons en effet les motivations de vote.

Si la FI se réfère marginalement à la gauche, voir récuse cette référence, le vote FI à la présidentielle est de fait devenu le vote utile à gauche, et aux législatives il est apparu pour les « électeurs se situant à gauche » comme le 2<sup>e</sup> vote de gauche avec 25 % après « En marche ! » qui, contradictoirement, en rassemble 30 % et se place devant le PS qui est à 22 %.

Les zones de force de la FI sont l'électorat Front de gauche (FG) et les électeurs de Mélenchon à la présidentielle, respectivement à 55 %, les professions intermédiaires à 17 %, les employés à 14 %, les chômeurs à 18 %, les 18-24 ans à 18 % et les 25-34 ans à 21 %.

Malgré son recul par rapport au 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle, la FI s'affirme comme la 4<sup>e</sup> force électorale du pays.

Après notre soutien autonome à Mélenchon dans la présidentielle, les résultats de notre parti aux élections législatives sont mauvais. Malgré un ancrage de proximité réel, même de plus en plus inégal, et des batailles militantes de qualité, nous ne résistons pas, faute de crédibilité politique nationale suffisante.

Les 465 candidat-e-s présenté-e-s par le PCF aux élections législatives ont réuni 687 313 voix et 3,17 %/exprimés sur les 539 circonscriptions de France métropolitaine. Ce chiffre est à rapprocher de 2007 où les candidat-e-s présenté-e-s par le PCF en métropole dans le cadre d'un découpage électoral différent avait réuni 1 191 732 voix, 4,71 % des exprimés, et de 2012 où notre Parti avait, dans le cadre du Front de gauche, présenté 408 candidat-e-s qui avaient recueilli 5,5 %/exprimés et 1 368 644 suffrages.

Sur les circonscriptions actuelles, le PCF est au-dessus de 5 % des exprimés dans 81 circonscriptions, contre 248 en 2012 et 127 en 2007.

Si dans les communes de plus de 25 000 habitants ayant un maire communiste l'empreinte de l'activité militante de proximité des communistes permet de rassembler 24 % des exprimés, il n'en reste pas moins que l'enracinement et l'activité territoriale du PCF arrivent de moins en moins à contrebalancer le poids que font peser les rapports de forces dégagés à présidentielle sur le choix des électeurs aux législatives.

Mais, contradictoirement, le PCF, de par ses capacités de rassemblement de tout l'électorat de gauche, réussit à faire élire 11 députés communistes, soit 4 de plus qu'en 2012. Ce qui doit conduire à réinterroger radicalement l'activité de toute l'organisation PCF, sur son rapport



politique à la société française et dans sa capacité à amener les citoyens jusqu'à mettre un bulletin de vote communiste dans l'urne.

Ainsi, notre parti est à la fois confronté au problème institutionnel du présidentielisme de la V<sup>e</sup> République aggravé depuis 2002 par le quinquennat, et qu'il n'a jamais su résoudre depuis 1962, et à la question existentielle de ce que doit être une organisation politique porteuse de l'espérance de transformations sociales communistes au XXI<sup>e</sup> siècle.

Les enquêtes qualitatives sur l'électorat Front de gauche montrent que, si celui-ci crédite le PCF des conquêtes sociales du XX<sup>e</sup> siècle et l'intègre dans le patrimoine historique et politique de la France, reconnaît l'action positive des collectivités gérées par les communistes, il ne le considère pas comme une force apte à comprendre et résoudre les problèmes du XXI<sup>e</sup> siècle.

C'est à cette révolution politique pour notre parti et son projet qu'il convient de s'atteler avec ardeur, car nous avons accumulé au cours des quinze dernières années de nombreux ingrédients indispensables à cette réinvention. Il ne s'agit toutefois pas de pousser un peu plus loin. Il faut changer beaucoup et en profondeur jusqu'à jeter de manière cohérente et progressive les bases de notre nouvelle organisation communiste.

**C'est l'étape fondamentalement nouvelle dans laquelle je vous propose que nous nous engagions.**

Je voudrais souligner une idée. Notre réinvention doit être résolument offensive. Pourquoi ? Parce que notre audace doit être le contraire d'un renoncement. Parce que notre force, avec son originalité culturelle, d'idées, de pratiques et de projet, reste indispensable à la réinvention plus globale d'un projet de transformation majoritaire. Ce que nous n'avons pas réussi, personne ne l'a vraiment réussi. Et je pense à des questions clés pour un processus d'évolutions révolutionnaires dans le XXI<sup>e</sup> siècle.

Alors que certains tentent de marginaliser la pensée nécessaire des rapports d'exploitation, de domination, au profit de la notion exclusive et sublimée d'un « peuple », d'un « eux » et d'un « nous » effaçant l'enjeu des rapports de classe, il est au contraire essentiel de repenser les rapports d'exploitation et de domination à l'échelle du capitalisme mondialisé, pour renouveler les stratégies de conquête des pouvoirs à toutes les échelles, dans une approche tout autant locale, territoriale qu'internationaliste et européenne. Les approches marxistes, les idées communistes déjà élaborées, ou encore à élaborer resteront essentielles.

Il en va de même de la place des nouvelles classes populaires dans les luttes politiques de transformation au XXI<sup>e</sup> siècle. Nous avons tout à reconstruire, et c'est une question clé dans l'entreprise, dans le salariat éclaté, dans les quartiers populaires qui doit être au cœur de notre processus de transformation. Car aujourd'hui, personne n'a résolu cette question sans laquelle tout dépassement des logiques dominantes est illusoire. Je ne parle pas de l'identification de ces forces à un candidat, mais du réinvestissement et de l'intervention politique consciente de ces forces populaires dans les luttes de classes à toutes les échelles. Faire des 99 % une vraie force politique de transformation, voilà l'enjeu !

Je pense à la question démocratique comme condition essentielle de la transformation sociale et écologique de nos modes de vie, de production et de consommation.

La dérive antidémocratique est au cœur des processus de domination. Du passage en force sur le TCE après 2005 au 49-3 sur la loi El Khomri, et maintenant aux ordonnances Macron, c'est une méthode de gouvernement permanente.

L'hégémonie culturelle libérale est en réalité contestée et les réponses libérales ne peuvent s'imposer que dans le refus de la délibération et de la souveraineté populaires. Cadenassées, les institutions font tourner à vide la démocratie. Nous sommes entrés dans ce que certains nomment une « post démocratie ».

La société nous envoie sans cesse à l'opposé le message d'une très forte aspiration à participer, à décider, à prendre l'intérêt commun en charge, aspiration contrariée par le mépris démocratique des pôles dirigeants. Des luttes sociales contre le mépris patronal à Nuit debout, des avancées de l'ESS, des pratiques municipales nouvelles aux interventions citoyennes croissantes sur tous les choix de société..., l'enjeu des pouvoirs est partout présent.

Le Parti communiste doit prendre à bras-le-corps cette question et faire d'une démocratie renouvelée, élargie, continue, radicale, le cœur de son projet, de sa visée, et surtout de ses pratiques. C'est ça le communisme, c'est d'abord ça : le peuple souverain qui conduit lui-même son destin.

Vous l'avez compris, je ne crois pas que l'heure soit à accepter, face à la crise démocratique, et à l'impuissance construite du politique, un « moment populiste », même rebaptisé de gauche, qui substituerait l'identification à la représentation et à la construction de l'intervention, en quelque sorte comme un sas de transition obligé vers une future renaissance démocratique.

*« En marche », le Front national et nous, la France insoumise, c'est un monde politique nouveau qui émerge »,* disait Alexis Corbière un matin de mai sur France Inter. Le « *moment populiste* », produit de la crise démocratique, manifeste *« la désaffiliation des majorités populaires avec les classes politiques en place »*, explique, dans les pas de la philosophe Chantal Mouffe, le mélenchoniste Christophe Ventura dans un débat de *l'Humanité*. Il y aurait donc là une tactique ou une stratégie ou, pour le citer, *« une boîte à outils »*. D'abord on dégage et ensuite, comme le dit Ventura, *« ça peut contribuer à revivifier (la démocratie), à réinstaller un équilibre entre la société et la démocratie »*.

Oui, ça peut... Ou pas ! Car ça peut aussi glisser vers un tout autre régime... Ne jouons pas avec ce feu.

Je crois pour ma part à l'invention d'une tout autre stratégie, à condition bien sûr que nous nous donnions les moyens d'en être à la hauteur : celle de la conquête citoyenne, en tous lieux et en toutes circonstances, progressive ou plus globale, mais toujours dans l'avancée de droits et de pouvoirs nouveaux pour le plus grand nombre.

Évidemment, cela appelle une nouvelle organisation, plus seulement territoriale et généraliste comme la nôtre, mais centrée sur sa capacité à animer jusqu'à des victoires partielles et globales des fronts de lutte et de conquête, à pousser jusqu'à la majorité et à l'hégémonie des projets et des idées minoritaires à potentiel majoritaire. C'est alors, évidemment, une conception profondément renouvelée du rassemblement, recentrée sur la construction populaire.

Voilà, chers camarades, quelques idées sur l'ambition qui devrait nous animer. Ces réflexions n'ont aucune prétention exhaustive. Elles visent seulement à donner un cap, un sens aux propositions que je veux maintenant vous faire.

## **Je propose donc que nous avancions sur trois terrains en même temps :**

- 1) Lancer un processus de profonde transformation du Parti, aboutissant à un congrès extraordinaire avant la fin 2018.
- 2) Lancer des fronts de riposte et d'action immédiats.
- 3) Lancer un débat national « Réinventer à gauche » avec tous les citoyens disponibles pour ce travail

Je détaille ces propositions :

1) A partir d'une évaluation critique de notre situation, de nos potentiels et de nos échecs, je vous propose de lancer un processus de profonde transformation de notre parti. Il serait mené à partir de chantiers de travail ouverts à tous les communistes. Nous donnerions comme ambition à ce processus la préparation d'un Congrès extraordinaire au terme d'un travail de 12 à 18 mois sur la révolution dont a besoin notre parti.

Je veux dire immédiatement plusieurs choses. Si j'emploie des mots forts, et il nous est déjà arrivé de le faire, je ne cherche pas à me payer de mots. L'humilité est nécessaire. Une fois l'ambition énoncée, et je crois qu'elle doit être à ce niveau, la seule garantie que nous puissions nous donner est celle du travail collectif.

Si je parle de congrès extraordinaire, je n'imagine pas une préparation avec les textes habituels. Ma proposition est différente : j'imagine des chantiers de transformation concrets travaillés dans les 12 ou 18 mois à venir, dont les thèmes devraient être décidés avec les communistes dans une première phase de consultation, et qui aboutiraient à des préconisations de transformation effectivement expérimentées dans la préparation, validées et prolongées lors du Congrès extraordinaire.

Décider avec les communistes la liste de ces chantiers de transformation serait donc la première étape. Elle durerait du CN d'aujourd'hui, après l'adoption d'une résolution votée demain, jusqu'à une assemblée nationale des animateurs et animatrices de section que nous pourrions convoquer pour le 14 octobre.

Cette assemblée voterait la liste définitive de ces chantiers de travail, élirait les collectifs d'animation chargés de les animer, et déciderait de la date à laquelle nous convoquons le congrès extraordinaire.

Vous le savez, le Congrès du Parti est à ce jour fixé au mois de juin 2019.

Je propose d'avancer cette date avant l'été 2018 ou à l'automne 2018, selon ce que nous estimerons nécessaire pour mener à bien ce processus de transformation profonde du Parti.

Je vais faire dans quelques instants une première proposition de thèmes pour les chantiers. Après discussion, nous pourrions mettre à disposition des communistes cette liste, qui resterait évidemment totalement modifiable à ce stade, avec la résolution adoptée et généraliser au cours de l'été des comptes rendus du CN pour bien s'expliquer sur la démarche engagée, la méthode et le rythme envisagés.

Nous élaborerions au cours de l'été un document de consultation des communistes en vue de l'assemblée nationale d'octobre.

Pour l'élaborer, je vous propose qu'il soit conçu et validé avec les membres du CN, réunis en séminaire à Angers pendant l'université d'été, le vendredi 25 août, à partir d'un travail préparatoire de l'exécutif national. La consultation des communistes ayant lieu du 1<sup>er</sup> au 30 septembre, avec un grand effort militant lors de la Fête de l'Humanité. Elle aurait comme support un document papier mais aussi des outils de consultation numérique, par exemple des wikidébats mis en place début septembre.

Les sympathisants, les contacts que nous avons, les communistes de cœur pourraient également être sollicités, en faisant une distinction dans les documents pour recueillir leur avis.

À partir de l'assemblée nationale d'octobre, commencerait une seconde phase, celle du travail des chantiers décidés à partir des choix majoritaires des adhérent-e-s de notre parti.

Il s'agit donc de construire un Congrès qui jetterait les bases des fondations nouvelles de notre organisation communiste repensée. Une phase de préparation où nous pourrions expérimenter, tester des formes de travail commun, de préparation inédite.

Notre Conseil national aura à travailler pour faire un questionnaire simple, concret, avec plusieurs questions ouvertes, pour permettre d'avoir un vrai menu de travail clair et transparent.

Se pose une autre question, celle de l'animation de tous ces chantiers, et de la préparation de ce congrès. Il faut trouver des modes de pilotage qui soient larges et ouverts, qui ne peuvent pas être l'apanage du seul CEN. Le travail de préparation d'été du CEN et du CN devrait également porter sur ce point. Il devrait également porter sur une décision que nous n'avons pas mise en œuvre, et j'en assume le retard, et que nous pourrions régler d'ici la Fête de l'Humanité, la mise en place d'un porte-parolat collectif du Parti.

À propos de ces questions d'animation, dans deux tribunes publiées mercredi dans *l'Humanité*, des camarades suggèrent pour les uns la démission de la direction et la mise en place d'un collectif de direction provisoire, et pour d'autres la mise à disposition devant les communistes de notre mandat de direction.

Personnellement, je ne crois pas qu'une démission collective soit le signal interne et externe qu'il nous faille envoyer. Évidemment, si les communistes convoquent en octobre un congrès et mettent à l'ordre du jour la question de la direction, de sa conception, de son travail, nos mandats seront naturellement versés au débat. Je ferai d'ailleurs partie de ceux-là en posant la question de la direction en rapport avec les nouveaux objectifs que nous nous serons fixés. D'ici là, je crois responsable que nous nous engagions tous dans la réussite d'un tel processus qui sera très exigeant s'il veut être réussi.

J'en viens aux thèmes des chantiers. Ma proposition est une manière d'amorcer le débat. J'en énonce sept :

- Comment redevenir le parti des classes populaires, au travail, à l'entreprise et dans les quartiers populaires ? Comment les définir ? Quelles priorités se donner ?

- Quelle stratégie de transformation concrète de la société ? Comment devenir un parti de la conquête citoyenne ? Comment faire vivre et progresser notre projet ? À partir de quelles aspirations de la société ? À quelle échelle de territoire ? Dans quelles luttes ?

- Comment, à partir de nos bonnes pratiques locales et du travail de nos élu-e-s, de toutes nos expérimentations militantes, construire des outils de notre stratégie nationale de transformation sociale ?

- Quel rassemblement voulons-nous, avec qui, comment ? Avec quels objectifs ? Conquérir des lieux de pouvoirs et les exercer ? Pour quoi faire ? Avec qui ?

- Quel nouveau modèle d'organisation ? Quelle nouvelle forme d'organisation démocratique révolutionnaire qui fabrique du commun, lie la décentralisation de l'initiative, la démocratisation des décisions, fait grandir le pouvoir citoyen et militant à toutes les échelles ? Quelle place pour les nouvelles plateformes numériques ? Quels nouveaux usages collaboratifs et démocratiques ?

- Comment reconstruire notre communication et notre identification ? De quelle question politique s'agit-il ? Comment refonder des repères et des symboles forts ?

Permettez-moi une parenthèse sur cette question : la question du nom de notre parti viendra inévitablement à cet endroit, bien qu'elle ne soit probablement pas l'entrée la plus pertinente ou la plus féconde. Mais nous ne devrions pas non plus en faire un tabou. Le cœur de notre problème est autre : à quoi et à quel nom s'identifie notre communisme d'aujourd'hui ? Personnellement, je pense que nous devrions pousser la piste du « commun », cette idée tellement fondatrice de ce que nous sommes, et tellement d'actualité à l'heure de repenser l'avenir de l'humain et de la planète comme des biens communs de l'humanité libérée et émancipée à laquelle nous aspirons. Le commun, c'est d'ailleurs aussi les moyens de réappropriation du politique.

- Quels moyens humains et financiers pour mettre en œuvre ces politiques ? Comment les organiser compte tenu de nos objectifs et de ce que sont réellement ces moyens aujourd'hui ?

Sur ce point, je fais une exception par rapport aux autres points, puisque je propose, compte tenu des urgences à traiter, que nous mettions immédiatement et sans attendre ce groupe de travail en place sous la responsabilité de Jean-Charles Nègre. Nous avons besoin d'une remise à plat globale, dans un périmètre large, de l'ensemble de nos moyens, en recherchant toutes les mutualisations possibles, direction nationale et grandes fédérations, élus, journaux et revues.

**J'en viens aux propositions d'action et de riposte.**

**- La première des batailles inscrite à l'agenda présidentiel et parlementaire est donc celle des ordonnances contre le Code du travail.**

Le projet de loi d'habilitation sera présenté mercredi 28 juin et l'Assemblée en sera immédiatement saisie. Nous pourrions amplifier tout l'été un travail d'information, de sensibilisation et de mobilisation sous le label déjà lancé : « L'été ce n'est pas fait pour casser le Code du travail », en portant à la connaissance du plus grand nombre notre projet de loi pour la sécurité d'emploi et de formation, en travaillant avec nos groupes, avec les syndicats, avec les collectifs d'avocats et de juristes mobilisés.

Nous pourrions cibler dans les conditions particulières de l'été les entreprises, les grandes zones d'emplois saisonniers, les services publics où beaucoup de salariés ne sont plus fonctionnaires, et évidemment les quartiers, les zones de loisirs et les zones résidentielles où vivent ces salariés.

Les grands rendez-vous auront lieu en septembre, les syndicats y travaillent et pour ce qui nous concerne à la Fête de l'Humanité.

Il s'agirait pour nous d'engager un travail de plus longue haleine pour animer dans la durée nos actions sur le thème du travail, de l'emploi et de la formation, en travaillant la popularisation de nos propositions, de l'action de nos élu-e-s, dans toutes les luttes menées.

Nous voulons un front de luttes durable, qui soit aussi un champ d'expérimentation de pratiques politiques nouvelles en direction du monde du travail. Ce travail trouverait lui aussi un débouché au congrès, notamment dans la promotion de plus de cadres dans nos directions investis dans ce travail militant en direction du monde de l'entreprise dans sa diversité.

**- La seconde des batailles pourrait porter sur la démocratie et la protection de nos libertés publiques.**

La déformation de la représentation démocratique a été mise en exergue par l'ampleur de l'abstention aux législatives. La France va découvrir dans les semaines et les mois à venir la supercherie d'un renouveau politique qui n'a fait que renforcer le poids des milieux d'affaires et de la techno-structure au Parlement.

Nous devons porter avec audace nos propositions, pour des institutions qui réhabilitent la représentation populaire par la proportionnelle à toutes les élections, qui en finissent avec la présidentialisation de la vie politique, qui ouvrent l'exercice du droit de vote aux étrangers non communautaires. Une République décentralisée qui redonne du pouvoir, un pouvoir réel aux communes, un statut aux élus pour s'opposer à la professionnalisation mais aussi à l'exclusion des salarié-e-s et précaires des responsabilités politiques.

Je fais une proposition. Puisque le Président de la République et le Premier ministre annoncent qu'ils réfléchissent à l'introduction d'une dose de proportionnelle, et que nous savons leur proposition piégée et détournée par la réduction drastique du nombre de parlementaires, ouvrons en grand le débat sur la représentation populaire et pluraliste de notre pays dans ses assemblées. Le Parti communiste pourrait prendre l'initiative d'un comité national de campagne, ouvert à toutes les sensibilités, pour l'instauration de la proportionnelle intégrale, pour laquelle 70 % des Français viennent de se prononcer, et la démocratisation de nos institutions. Nous pourrions demander à deux de nos parlementaires, un ou une député-e et un ou une sénateur-trice d'initier ce comité national de campagne.

Nous aurons aussi à conduire la bataille contre la transcription des dispositions de l'état d'urgence dans la loi commune, qui ferait de la législation française la plus restrictive d'Europe. Ces batailles peuvent peut-être se conjuguer ou s'épauler.

Nous pourrions là aussi mener des campagnes dans la durée, en recherchant les formes de communication sur les réseaux sociaux et les formes de la participation populaire les plus larges possibles. Car typiquement, ce sont des objectifs sur lesquels nous devrions viser une mise en mouvement majoritaire.

**- La troisième campagne pourrait viser l'amplification de nos actions de solidarité concrètes durant l'été.**

Les plus connues sont nos sorties à la mer et nos journées de vente solidaire de fruits et légumes. Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont concernées au total. Le réseau de ces actions a commencé à se densifier. Nous devrions l'impulser en visant l'organisation de notre parti à plus long terme dans les quartiers populaires.

Ces magnifiques journées de solidarité concrète montrent qu'en s'organisant solidairement, on peut vivre un rêve qui, seul face à son destin, était interdit. Nous devrions généraliser ces initiatives. Nous devrions réfléchir à leur donner un prolongement, sous d'autres formes, tout au long de l'année. Et nous devrions réfléchir comment cet axe permanent d'action pourrait donner lieu à la construction d'une bataille avec ces familles populaires, pour débarrasser notre société du fléau de la grande pauvreté.

Plus un homme, plus une femme, plus une famille à la rue. Plus personne interdit de manger à sa faim, plus personne privé d'énergie ou d'eau. Le Parti communiste doit devenir la force politique qui doit faire de cette question une grande cause nationale. N'est-ce pas ainsi que les idées de solidarité et de mise en commun peuvent reconquérir de la place dans les consciences ?

De la sécurité sociale au statut de la fonction publique, des colonies de vacances aux expériences locales de démocratie participative, des théâtres publics dans les villes de la banlieue rouge aux expériences de gratuité des transports, notre pays bénéficie d'un héritage communiste qui marque sa personnalité. Le temps est venu de nouvelles pratiques, de nouvelles conquêtes qui laisseront leurs marques communistes pour les générations de demain.

**- La quatrième bataille d'été, ou plus exactement de rentrée, pourrait concerner l'école.** Dans la foulée de la réforme du collège, le pouvoir veut repartir à la charge sur un projet éducatif inégalitaire. La question des rythmes scolaires est toujours sur la table. Le gouvernement a promis 12 élèves par classe de CP en ZEP, suscitant des espoirs qui ne seront pas au rendez-vous. Nous pourrions décider une semaine de mobilisation nationale à la porte des établissements scolaires la semaine de la rentrée, avec un modèle de tract national popularisant nos propositions.

**Enfin, je veux dire un mot de la question européenne.**

Macron se présente comme l'homme capable de relancer le projet européen, mais ce qu'il annonce nous promet surtout une Europe de la défense et rien pour sa réorientation sociale, aucune remise en cause des dogmes de gestion financière et budgétaire. Dans toute l'Europe, des forces démocratiques cherchent la voie de convergences plus efficaces. Sur notre proposition et à l'initiative du PGE et de forces de gauche et écologistes plus larges se prépare le forum européen de Marseille pour les 10 et 11 novembre. Et dans deux ans auront lieu les prochaines élections européennes. Je propose que nous mettions sans tarder en place un groupe de travail qui déploie un chantier d'actions sur l'enjeu européen, sous la responsabilité d'Anne Sabourin et de nos députés européens. Ce chantier pourrait prendre place au cœur de notre travail de préparation du congrès extraordinaire.

Je veux terminer en vous soumettant une ultime proposition : **Initier un débat avec tous ceux qui le souhaiteront pour « réinventer à gauche ».**

Nous le savons, la gauche sort abîmée, brouillée, discréditée de la séquence électorale. Pourtant, des millions et des millions de femmes et d'hommes qui ont le cœur à gauche sortent meurtris et déboussolés de cette année électorale. Beaucoup ont voté par défaut ces derniers mois.

Nous devons parler et reconstruire avec eux. Il ne s'agit pas pour le moment de se relancer dans je ne sais quelle construction hasardeuse. Il ne s'agit pas de « sauver la gauche », mais pas non plus de laisser sombrer ce qui a fait historiquement la gauche, et qui sera utile à reconstruire un projet positif pour la France, l'Europe et le monde, à réinventer un projet émancipateur du XXI<sup>e</sup> siècle.

Je vous propose une démarche simple et forte, conduite au niveau national et dans chacun de nos départements : établir la liste de tous ceux que nous connaissons, avec lesquels nous avons travaillé, qui peuvent être intéressés à reconstruire et à réinventer avec nous. Ce sont des militants, des élus locaux, des responsables associatifs, syndicaux, des intellectuels, des scientifiques, des femmes et des hommes de culture, des femmes et des hommes tout simplement engagés dans des causes diverses. Et leur écrire, en les informant de ce que nous engageons, en leur proposant de les rencontrer, en leur demandant leurs idées, leurs suggestions, en construisant avec eux tous les espaces de dialogue utiles à poursuivre dans la durée l'échange et la construction de nouvelles perspectives.

L'état de défiance est tel que nous devons nous donner le temps de cette nouvelle élaboration pour pouvoir à nouveau imaginer, rêver, et construire ensemble.

J'ai la conviction que ces femmes et ces hommes sont nombreux autour de nous et peuvent se mobiliser, pour peu que nous fassions appel à eux, à leur intelligence et à leur créativité dans le respect mutuel.

Je vous engage, membres du CN, fédérations, à faire vivre cette démarche dans chaque territoire.

Pour ma part, dès cet été, je prendrai des initiatives de sollicitations et de rencontres en invitant plusieurs centaines de personnalités à deux rencontres de travail, la première lors de l'université d'été de notre parti à Angers et la seconde lors de la Fête de l'Humanité. La lettre que je leur adresserai dans les prochains jours sera adressée aux fédérations.

Je conclus justement en évoquant devant vous l'importance de ces deux rendez-vous de rentrée. L'université d'été à Angers du 25 au 27 août, au cours de laquelle la nouvelle formule de notre *Revue du projet*, rebaptisée « *Cause commune* », fera événement. Et bien évidemment la Fête de l'Humanité, du 15 au 17 septembre.

Nous le ressentons tous, cette Fête, dans le contexte politique que nous connaissons et considérant les enjeux et les chantiers de refondation que nous voulons engager, aura une importance décisive, et peut avoir un énorme retentissement politique public.

Je vous invite, ainsi que toutes les organisations du Parti, à vous saisir dès-à-présent de la diffusion de la vignette pour participer et faire participer le maximum de personnes pour faire de la Fête de l'Humanité le rendez-vous de la riposte, de la reconstruction, de la réinvention.

Demain soir, l'espace Niemeyer accueillera une magnifique initiative de soutien culturel au journal, « Itinéraires d'Humanité ». Après ce premier lancement public, le lancement militant national de la diffusion de la vignette de la Fête, animée par Nathalie Simonnet, se tiendra le mercredi 28 juin au siège du Parti communiste, en présence de Patrick Le Hyaric, de nos député-e-s et de moi-même.



## Conseil national du PCF – 23, 24 juin 2017 – Résumé de la discussion

---

### **Yves Jamain – Nièvre**

Les électeurs ont intégré le système électoral : ils votent « utile ». FI a attiré en partie sur un discours anti-parti et en particulier anti-PCF qui a porté, ça va être dur de faire du commun avec ça. Quand certains s'empressent de torpiller les décisions prises après débat et vote, ça pose question. Est-ce que l'unité d'action n'est pas un principe fondamental ? Un message est efficace, il pénètre, il identifie, quand il est répété partout et dans la durée. Garder le cap du rassemblement. Voir ce qui a été efficace pour JLM, même si on n'a pas à mimer ou faire en miroir de FI. La présidentielle est une locomotive, si on a un candidat, on doit l'avoir au moins un an avant, ne pas partir les derniers en campagne. On sort d'un congrès on en fait un autre, pas certain que ça suscite de l'engouement. Deux ans sans élections, en profiter pour travailler sur notre organisation, les pratiques militantes, la formation, le renouvellement.

### **Nelly Faton – Jura**

Félicitations aux camarades élus députés et sommes heureux que cela débouche sur un groupe. Suite aux législatives où le PCF n'a pas été dans une cohérence nationale, cela pose des questions et cela a participé à concourir à l'abstention chez nos adhérents et chez nos électeurs. Il y a un rejet des partis politiques pour privilégier les mouvements. Cela pose des questions pour nous. A quoi sert le PCF ? Sa stratégie de rassemblement, de communication. Que faisons-nous du dernier congrès ?

### **André Chassaigne – Puy-de-Dôme**

Les 11 députés PCF constituent une équipe renouvelée, rajeunie, avec des objectifs partagés : nous inscrire dans la forte dynamique d'une gauche radicale à l'offensive contre les régressions sociales néo-libérales mais aussi faire vivre à l'Assemblée nationale notre sensibilité et notre spécificité dans l'action parlementaire. Pour cela, il nous fallait un groupe pour travailler sur cette base : c'est le groupe de la Gauche démocrate et républicaine (GDR), groupe technique avec 4 députés d'Outremer. Nous avons aussi proposé un espace commun qui serait un comité de liaison entre les députés PCF et le groupe des Insoumis.

### **Nathalie Simonnet – Seine-Saint-Denis**

Nous sommes dans une situation de crise démocratique extrêmement grave, certains parlent de post-démocratie. Le système a une vraie capacité à inventer des solutions pour durer, aller plus loin, y compris et surtout quand ce système est rejeté par une majorité du peuple, rejet qui porte de la résignation, de l'exaspération, de la colère et peut se traduire par des aspirations très positives mais aussi négatives. JL Mélenchon a su capter la colère, l'envie de changement, de transformation de cette société dans un sens positif, à la fois dans les quartiers populaires, chez les jeunes, les syndicalistes... Ce que nous ne parvenons pas à faire. La question n'est pas de calquer FI. Nous avons des différences stratégiques très importantes. La différence essentielle est celle du rôle du peuple dans la transformation de la société. FI se revendique du populisme, de l'effacement du clivage gauche/droite et de la lutte de classes. Notre ambition est de faire faire au peuple l'expérience de sa force et de son intérêt commun - la démocratie -, l'intervention citoyenne étant une des conditions essentielles de cette réalisation. Se réapproprié ces enjeux pour réfléchir les transformations de notre parti est essentiel.

### **Valérie Varenne – Manche**

Bilan des élections législatives : nous avons cherché l'union avec la FI jusqu'à l'ultime limite du calendrier, n'annonçant à nos candidats que dans deux des quatre circonscriptions, là où notre légitimité était avérée mais sans réussir. La déception passée, nous devons passer à l'étape de la reconstruction de la gauche car, pour les mêmes raisons et pour les valeurs d'égalité qui sont sa matrice et sa fonction historique, le mot « gauche » garde toute sa puissance populaire. Nous devons y travailler dès maintenant.

### **Marie-Christine Burrigand – Rhône**

Nous nous sommes heurtés, sur la 14<sup>e</sup> du Rhône, au manque d'identification nationale du PCF, à la concurrence sauvage et au passage en force de la FI. Mais voyons aussi les effets de la métropolisation lyonnaise, la méthode Macron qui remplace la confrontation politique par la conduite de projet pour mieux poursuivre la politique au service du capital. Les méthodes patronales appliquées à l'État. La fracture politique s'aggrave avec l'abstention et l'ancrage du FN dans les territoires les plus délaissés. C'est notre plus mauvais résultat aux législatives depuis 1958. Le groupe est un point d'appui important qui n'efface pas notre échec. L'exigence des communistes est grande que le mot communiste apparaisse dans l'intitulé du groupe. Les communistes veulent un droit d'inventaire. Le choix de notre effacement en 2012 et 2017 a pesé lourd. Nous nous sommes placés sous la dépendance des événements et d'autres forces politiques. Le débat ne s'ouvrira que s'il est précédé par un bilan lucide. L'avenir du PCF doit être placé dans les mains des communistes. La rupture stratégique est à l'ordre du jour.

### **Amadou Deme – Essonne**

Je tiens à remercier l'ensemble des candidats présentés ou soutenus par le PCF, ainsi qu'aux militants et élus communistes qui se sont fortement mobilisés à leurs côtés. Ils ont pu mener de belles campagnes de terrain et de proximité lors de ces élections législatives. Nous, la gauche de transformation sociale, aurions obtenu 60 à 80 députés si nos propositions de rassemblement avaient abouti. Nos résultats sont décevants. Le débat qui s'offre aux communistes doit nous permettre de réfléchir et approfondir nos réflexions sur l'état de notre parti, nos présences dans les quartiers populaires, les villes et villages, pour être en phase des attentes de nos adhérents et que nous soyons utiles. Nos échanges et partage d'expériences dans le respect et l'unité des communistes.

### **Anne Sabourin – Paris**

Le rapport est bon dans le ton, la mesure du choc et les pistes évoquées. Notre question stratégique est celle du PCF, pas son maintien ou sa disparition, mais son offre politique à moyen terme. Pourquoi le communisme est la solution ? Quelle est la composition de la classe révolutionnaire ? Quelles offres idéologique et électorale nous lui faisons ? Et quelles transformations du Parti en découlent ? sont des chantiers fondamentaux. Concernant le processus, je suis favorable à une consultation des communistes sur les questions du congrès ainsi qu'au temps long. Mais nous ne pouvons pas tout reporter au congrès, nous devons réorganiser le travail national pour expérimenter les décisions déjà prises par les communistes au dernier congrès (comme le porte-parolat collectif) et faire face aux questions immédiates, dont la préparation des européennes. Il faut laisser travailler ceux qui pensent que le Parti a un avenir !

### **Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine**

Ne pas éviter le bilan. Avec Macron, le néo-libéralisme a remporté une victoire. L'élection de 11 députés communistes est un atout pour la suite et témoigne de capacités de résistance. Mais notre score au premier tour des législatives est un échec. Nous payons l'effacement et la

confusion. Effacement : absence à la présidentielle où la télé joue un rôle majeur. Confusion : Mélenchon aurait le même programme que nous à peu de choses près ? Pour lui, pour créer des emplois il suffit que l'Etat dépense plus. Nous mettons en cause la responsabilité des entreprises et des banques, y compris dans l'écologie. Les idées communistes nouvelles n'ont pas été portées de façon nationale et tenace. Un congrès est fait auquel on tourne le dos le lendemain. Après un aussi grave échec, le CEN devrait remettre son mandat au CN durant toute la préparation du congrès. D'accord sur consultation et assemblée des animateurs de section. Une consultation libre : sans liste de questions. Une commission « transparence » doit être nommée.

### **Camille Lainé – Seine-Saint-Denis**

Déferlante En marche aux législatives. On souffre du présidentialisme. Mais ce n'est pas un plébiscite pour Macron. Abstention 51,29 % et 64 % chez les jeunes. Crise de démocratie liée au quinquennat de trahison, à la casse du clivage gauche/droite de Macron. Du coup, les gens ne voient pas l'utilité de voter. Grande transformation politique, il ne faut pas rester à côté. Le processus de transformation présenté par Pierre prouve que nous prenons nos responsabilités. C'est nous qui avons les idées nouvelles mais il nous faut les pratiques nouvelles. Nous avons un ancrage local avec des pratiques à mettre en avant : les solidarités concrètes. A la JC nous faisons de l'aide aux devoirs, des tournois de foot ; l'UEC va voir les jeunes aux chaînes d'inscriptions, le bal populaire, le camp d'été de la JC, etc. Toutes ces pratiques nous permettent de ramener des jeunes vers nous et vers la politique. Pour être à l'offensive. Cet été contre les ordonnances, et à la rentrée pour lutter contre la loi travail 2 !

### **Aymeric Seassau – Loire-Atlantique**

Les propositions sont globalement positives, en tous cas sur l'état d'esprit et le calendrier. Nous avons essayé de tenir les murs de la maison commune : la gauche. Elle est à terre. Il faut reconstruire. Besoin de repères : le clivage droite/gauche, en tendant la main à tous ceux qui souhaitent y travailler et pas dans un populisme qui conduit la gauche à l'échec. Notre groupe de député-e-s y contribuera. Besoin aussi d'un PCF qui ne change pas de nom, d'un état des lieux sur son implantation, ses moyens et d'un plan de relance appuyé sur notre grande richesse militante. Nos méthodes de directions nationales sont devenues inopérantes. Enfin ajouter aux fronts de riposte et d'action une grande campagne sur les relocalisations industrielles

### **Françoise Fiter – Pyrénées-Orientales**

Malgré d'importants efforts le résultat n'est pas au rendez-vous des législatives dans mon département et ailleurs malgré l'élection de 11 députés. Nous n'avons pas vu venir un tel résultat vis-à-vis de FI et nous nous sommes fait voler notre soutien à Mélenchon. Cette division nous a plus impactés que FI. Des questions sont à débattre : pourquoi nos propositions sont mieux entendues quand portées par d'autres ? Pourquoi les échecs successifs de nos demandes de rassemblement ? L'idéologie de la fin du clivage droite/gauche et fin des partis a gagné du terrain. Pas de ralliement à FI pour reconstruire la gauche, respect de la diversité. Transformer notre organisation est vital.

### **Jean-Jacques Karman – Seine-Saint-Denis**

Notre PC devrait déclarer : « Notre changement de stratégie c'est maintenant ». Nous sommes au bout de notre erreur stratégique. Il faut faire un congrès de Martigues à l'envers. Le problème n'est pas une mauvaise application de la stratégie décidée lors du dernier congrès, comme le laisse entendre certaines prises de position collective, mais bien la stratégie elle-même votée par tous ces camarades. Donc, remplacer une direction par une autre qui a voté la même stratégie aboutira au même résultat. La question c'est une orientation de rupture de classe avec le

capitalisme pour construire une société nouvelle sans classe remplaçant démocratiquement l'État bourgeois. Non à la manœuvre de mettre le PC au centre de la discussion et non sa stratégie.

### **Cécile Dumas – Alpes-Maritimes**

Notre débat doit s'ouvrir honnêtement et pas avec des certitudes toutes faites pour nous ressortir d'anciens textes du dernier congrès. Prenons le temps d'observer l'état de la société et l'idée de modernité. Ce débat doit s'ouvrir dans les nouvelles réalités de la société et de la nouvelle majorité politique. Je ne me résoudrai jamais à l'idée que les communistes seraient les acteurs de la politique de proximité et de la solidarité concrète, et puis se cacher derrière autre chose pour les élections. On ne peut pas être des communistes intermittents. Ouvrons les débats largement sur la notion de gauche, avec la volonté de regarder toutes nos pratiques et de regagner les consciences pour faire avancer nos idées.

### **Denis Durand – Paris**

Si la « proposition de loi Chassaigne » pour la sécurisation de l'emploi et de la formation est vraiment un axe de riposte politique, alors nous ne pouvons plus dire, comme on l'entend encore, que nous avons un programme identique à 95 % à celui de Jean-Luc Mélenchon dont les propositions laissent intactes le pouvoir du capital sur l'argent des entreprises et des banques. Dans ce cas, nous ne nous placerons plus dans une logique de fusion avec les forces comme la « France insoumise » ou tous autres courants de gauche avec qui nous voulons nous rassembler mais dans une logique d'alliance où tous les apports, y compris le nôtre, doivent être respectés. Il s'agit là d'une révision déchirante par rapport au cours suivi depuis de nombreuses années, qui consiste à occulter l'originalité de nos propositions dès qu'il est question de rassemblement. Elle ne pourra être menée à bien que par des dirigeants prêts à s'engager personnellement, avec conviction, dans cette bataille. Souvenons-nous de Mirabeau faisant la connaissance de Robespierre : « celui-là ira loin, il croit tout ce qu'il dit ».

### **Eliane Assassi – Seine-Saint-Denis**

Besoin, à l'issue de la séquence électorale, d'analyse politique, stratégique avec un focus sur la puissance de l'abstention, mais aussi de nous interroger sur nous-mêmes. De façon concomitante, porter l'exigence d'une refondation démocratique : aujourd'hui le régime présidentiel conduit à un jeu de massacre démocratique. Donner la parole au peuple, lui rendre le pouvoir exige de mettre un terme à ce qui est devenu l'élection présidentielle : il faut donc ouvrir le chantier d'un combat décisif pour l'intérêt général : faire barrage à un système politique construit par et pour le marché mondialisé.

### **Marie-Françoise Michenaud – Vendée**

La recomposition est globale avant d'être politique : le monde de l'entreprise a profondément changé ; le rapport capital-travail n'a jamais été aussi dur ; les solidarités ont volé en éclats... La présence de 11 députés communistes à l'Assemblée est un atout, même si on ne peut être satisfaits de nos résultats aux législatives. Si nous en sommes là, la responsabilité est collective. Nous devons l'assumer ensemble, en permettant que les idées s'expriment. Le Parti doit opérer une triple révolution : interne, en visant l'unité après un débat démocratique, souverain, en direct avec les communistes sur les grands sujets qui nous identifient ; politique, en se donnant les moyens d'être dans les contradictions du monde numérique, par une mise en réseau de nos militants avec les citoyens ; externe, en allant s'enquérir de ce que la société attend de nous.

### **Pierre Lacaze – Haute-Garonne**

Un congrès en décembre 2017 ou avant l'été 2018, nous avons besoin de faire le bilan de notre échec et de l'état du pays. Plus de 500 députés qui vont soutenir les réformes du Code du travail, les pleins pouvoirs à Macron, la gauche défaite avec une FI qui veut détruire le PCF ou l'histoire de la gauche. Notre premier chantier c'est le projet communiste et le rôle du PCF. Sans renoncer au rassemblement, il faut d'abord travailler sur ce que nous sommes, surtout si nous voulons rassembler les autres. Depuis les années 90, avec Bouge l'Europe, nous sommes sur l'idée que l'intelligence est ailleurs et nous travaillons à l'émergence de figures non communistes. Il faut arrêter et dans l'immédiat mettre en avant nos députés.

### **Delphine Castelli – Nord**

Bilan des séquences électorales et perspectives : redonner l'espoir. Manque de visibilité lié à notre effacement à la présidentielle. Abstention record dans le Nord, notamment chez les plus pauvres et les jeunes. La bourgeoisie vote pour ceux qui vont vers ses intérêts. On a résisté avec l'élection de 11 députés et la constitution d'un groupe, mais dans de nombreuses circonscriptions, on est balayé avec moins de 5 %. Divisions avec FI : perte de la circonscription de Marc Dolez + élection de députés FN dans le bassin minier (1 dans le Nord, 4 dans le Pas de Calais). Que fait-on ? Banalisation du FN. Manque de clarté au niveau national. Oui au congrès, mais en se donnant le temps du débat. Thèmes de travail : Europe, réfugiés. Action de solidarité : 24 août, journée à la mer (Malo).

### **Alain Hayot – Bouches du Rhône**

Nous avons la fin d'un cycle historique avec une exacerbation du présidentielisme, un renouvellement des forces politiques et des élus sur fond de dédagisme, une promesse de régression sociale. Tout change pour que rien ne change. Tout est à reconstruire, le communisme, la gauche et la visée transformatrice. Il s'agit d'opérer une révolution politique qui redonne du sens à notre combat : réinventer les valeurs, les idées, les symboles et les propositions concrètes qui identifient, aux yeux de tous, une visée émancipatrice et transformatrice qui permette au peuple d'être acteur de sa propre histoire. Pour cela, la question du commun est transversale. Elle nous parle de conquête citoyenne, de propriété sociale, d'émancipation humaine, de refus de toutes les dominations, d'écologie solidaire. Une autre question transversale c'est la question culturelle. Le chantier de la reconquête d'une hégémonie culturelle progressiste est essentiel car il n'y aura pas d'émancipation politique sans émancipation culturelle. Rappelons que la déstalinisation du Parti communiste a commencé au comité central d'Argenteuil sur les enjeux culturels.

### **Raphaëlle Primet – Paris**

Abordons le débat de manière constructive et non pas avec la peur de disparaître en toile de fond. Cette peur nous paralyse et nous empêche de mener les rapports de force nécessaires. La question des transformations et du changement de nom revient à chaque revers électoral, mais à mon sens nous devons commencer par nous donner des contenus et des objectifs clairs pour les luttes, la bataille idéologique, les échéances électorales et ensuite se donner les moyens de les réaliser. Il ne suffit pas d'avoir de bonnes intentions pour se faire entendre et comprendre. Il est urgent de renouveler notre approche des élections et de construire une stratégie de conquête.

### **François Diot – Nièvre**

Nous sommes dans une période très particulière, qui doit nous conduire à nous poser des questions existentielles : « c'est quoi faire de la politique aujourd'hui ? » Distinguons ce qui est conjoncturel et ce qui est structurel dans la période avant de prendre toute orientation

« définitive ». Ne lâchons pas ce qui fait la spécificité du PCF : une manière de faire de la politique sérieuse, quotidienne, sur le terrain et tous les sujets. C'est ce qui fait de nous un repère politique fiable et identifié. C'est précieux pour l'avenir. Ne pas désertier le terrain des luttes et ne pas « laisser la place à d'autres ». Besoin, également, de développer des formations simples et opérationnelles des adhérents sur les outils numériques : Facebook, twitter, etc., outils devenus déterminants.

### **Frédéric Genevée – Val-de-Marne**

Un congrès dans 12 mois pour qu'il ne soit pas déterminé par les échéances européennes. Le communisme politique peut avoir un avenir. Nous sommes confrontés comme l'ensemble des PC du monde à l'échec. Il ne s'agit donc pas simplement de nous mais d'une question historique. Je suis donc favorable au dépassement maîtrisé et démocratique du PCF vers une force politique nouvelle identifiée autour de la nécessité des communs, de ruptures économiques, institutionnelles et écologiques, et du processus révolutionnaire. Comme l'écrivait Marx et Engels dans *le Manifeste*, « les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers ». A réfléchir.

### **Danièle Lebaill – Rhône**

Un congrès oui si nous le construisons avec l'ensemble des communistes, hors de « clans » en s'appuyant sur nos expériences locales. Il faut pousser la réflexion sur la situation que nous vivons ; sur la crise démocratique qui risque de s'aggraver, sur l'émergence de mouvements, sur la conscience ou non d'un intérêt commun des dominés (les 99 %) ... Attention à un congrès non refermé sur nous mais ouvert sur les hommes et les femmes avec lesquels nous travaillons depuis tant d'années. Dans la résolution il y a des propositions intéressantes qui répondent aux attentes des communistes : des actions visibles nationales sur la durée jusqu'à l'obtention de victoire en lien avec nos élus, un travail sur notre communication, nouveau modèle d'organisation, mais il faut impérativement que ces questions soient enrichies et donc portées par les communistes.

### **Marc Brynhole – Loiret**

Parmi les questions à traiter : le libéralisme aurait-il emporté la partie alors que tels n'expriment pas les aspirations populaires ? Comment en est-on arrivé à des personnalisations à outrance de la politique ? Les représentations de la société sont-elles toujours majoritairement forgées par les conditions sociales objectives ou bien la complexité des situations les occultent-elles ? La perception de classe est-elle si dévaluée au point que des rhétoriques simplistes du « peuple » ou des « gens » l'emportent. Est-ce qu'on ne passe pas d'une logique de présentation à une forte logique d'identification ?

Le texte lors de notre dernier congrès : « le monde en commun » appelait à ce travail de sens et disait aussi ce qu'on pensait par « communisme du 21<sup>e</sup> siècle ». Je propose de relancer fortement notre travail sur les idées.

La belle expérience des conférences données autour du livre « FN L'imposture, droite les dangers » m'a permis d'animer 30 rencontres débats dans 25 fédérations avec plus de 1400 personnes. Ce furent des moments de réflexions partagées qui nourrissent l'action et lui donnent un nouvel élan qui ont montré un appétit de savoir et de débattre.

Je propose ainsi de lancer de nouvelles publications à la fois populaires et pertinentes.

Ne combattons pas mieux que ce qu'on comprend mieux. Aragon disait : « comprendre, c'est encore une façon de parler » et j'ajoute : d'agir.

### **Sarah Misslin – Val-de-Marne**

Soutien à JLM égal effacement politique médiatique. Confusion forte et incompréhension. Refus de la France insoumise d'avoir un accord, trop peu d'élu-e-s. Rassemblement nécessaire à condition de savoir qui nous sommes. Identification nécessaire pour voir nos différences politiques avec la France insoumise. Violences capitalistes qui ne sont pas nouvelles. Populisme de gauche égal dérive dangereuse. Force dans la lutte et par les luttes. Besoin de théorie politique et historique. OK pour congrès dans 12 mois. Un temps sérieux d'analyse est nécessaire.

### **Fabienne Haloui – Vaucluse**

Voir ce qui dans notre stratégie nous a conduit aux choix qui ont été les nôtres à la présidentielle, nous avons parfois changé de stratégie sans le dire, les communistes ont continué à affirmer leur attachement au Front de gauche alors que le débat était faussé, revoir la période 2012-2017. La période du Front de gauche a masqué des difficultés que je qualifie de structurelles.

Je suis signataire d'une tribune et je refuse qu'on me catégorise à partir d'une prise de position collective. Je ne suis pas une communiste insoumise, je ne souhaite pas dépasser le Parti communiste pour rentrer dans la France insoumise mais je suis pour qu'on débattenne de ce que signifie réinventer et révolutionner le PCF, renouveler notre pensée, refonder une nouvelle organisation communiste, produire les actes symboliques nous permettant d'être identifiés à une force communiste du 21<sup>e</sup> siècle.

### **Guillaume Roubaud-Quashie – Paris**

Malgré la peur de la disparition, la fatigue, la lourdeur historique de notre défaite, notre CN, le rapport de Pierre, la résolution font preuve de capacité d'analyse et d'action. C'est positif. Oui, pour un congrès extraordinaire au terme d'un long travail : nous n'irons pas loin avec la seule « pensée en 4 minutes ». Il reste impossible depuis des mois de parler sur le fond du populisme, par exemple. Il nous faut du temps. Il faut beaucoup travailler. Le défi est historique : sommes-nous au clair sur ce que nous sommes et voulons : le communisme ? Dans ce sens, le lancement de cause commune peut être très utile pour ce long processus de travail. Au-delà si nous voulons (ce dont nous avons besoin) que tous les communistes soient les premiers acteurs de cette transformation, il faut que le CN réfléchisse au modus operandi. C'est une question complexe sur laquelle nous butons souvent. Trois axes pour les communistes : sociabilité, action efficace, projet alternatif...

### **Jean-Michel Guerineau – Cher**

Etat d'esprit des communistes du Cher après perte d'un député : désappointés, certain découragement. Façon de faire campagne (contre les marques Le Pen/Macron/Mélenchon) ; attente de clarté de la part de la direction nationale ; attente d'un bilan clair et de propositions réelles de transformation. Accord avec le rapport de P. Laurent et congrès avant été 2018. Nous avons progressé sur projet, propositions fortes, mais nous butons sur communisme 21<sup>e</sup> siècle, sur PCF 21<sup>e</sup> siècle. Manque dans les fronts de riposte, la lutte contre la finance. Dans les chantiers attention à ne pas être trop touffus et cibler ou prioriser les questions.

### **Laurence Cohen – Val-de-Marne**

D'accord avec la convocation d'un congrès en 2018, préparé différemment. Il faut sortir d'un positionnement sur des tribunes. Mesurons bien que notre échec ne date pas d'aujourd'hui. Il faut faire le bilan des 15 à 20 dernières années. Présidentielle : nous avons participé au score de Jean-Luc Mélenchon, ne nous laissons pas « voler » ce résultat qui n'est la propriété de personne. Besoin de réfléchir sur le temps long durant lequel nous avons appelé au rassemblement à gauche

sans succès. Quel poids donner à un parti qui a échoué ? Législatives : faisceau de raisons pour expliquer nos mauvais résultats. Le « démagisme » de Macron et Mélenchon nous a touchés au même titre que les autres. De plus, il faut bien mesurer l'impact de la division des forces de transformation et en tirer toutes les conséquences. Enfin, besoin d'un parti communiste transformé, donc il faut ouvrir en grand les fenêtres et les portes.

### **Alain Pagano – Maine-et-Loire**

Les législatives deviennent le 3<sup>e</sup> tour de la présidentielle. On est passé de 0 % à la présidentielle à 3 % aux législatives. On partait avec un handicap. Si on veut faire avancer la diffusion de nos idées, décidons d'être présents à l'élection présidentielle. Les propositions de P. Laurent sont intéressantes, mais défiance de nos adhérents dans notre capacité à mettre en œuvre. Si on veut rétablir la confiance, besoin d'actes immédiats dont le porte-parolat collectif. Le congrès devra trancher sur une stratégie en vote et en actes de la direction du Parti. Le PCF a un avenir s'il croit en lui. On a besoin d'un PCF ressourcé, avec une démarche de rassemblement sans effacement.

### **Laurent Péréa – Dordogne**

Il y a eu les résultats présidentielle et législatives où il ne nous faut pas prendre de raccourcis. Interrogeons-nous, nous-mêmes, notre manière en tant que direction nationale, la manière de prendre avec les adhérents la réflexion, le débat, les confrontations. N'alimentons-nous pas l'instrumentalisation, les tendances, en renvoyant les uns et les autres dans un camp ou l'autre, amenant à des comportements, des positionnements cloisonnés : vote Mélenchon, FI, PCF, voire entre-deux comme l'abstention, le sentiment de confusion. Besoin à ce CN de marquer le sens, les objectifs, une feuille de route concrète à partir d'un véritable débat au plus près des adhérents, à partir de la seule résolution commune que nous adopterons à ce CN.

### **Emilie Lecroq – Seine-Saint-Denis**

Pour établir les états des lieux nécessaires comme pour définir et répondre aux grandes questions que nous souhaitons mettre en exergue, le nombre de camarades que nous serons en capacité de lier à notre réflexion est important.

Proposons immédiatement à chaque animateur du parti, un objectif de participation de 50 % des adhérents de chacune de nos structures ?

Un tel objectif permet de faire partager les réflexions et les décisions qui en découleront pour qu'un plus grand nombre d'adhérents trouve leur place dans l'organisation.

C'est la condition essentielle pour avancer sur les questions politiques que nous nous posons et mettre en mouvement, dès cet été et à la rentrée, toutes les forces de résistance à la politique de Macron.

Comment traiter la question des modes d'organisation dans les quartiers populaires ou les entreprises, sans interroger les nombreux communistes qui y vivent, militent de façon organisée ou non ?

Nos réflexions ne pourront se soustraire d'une période d'expérimentation, que nous devons mener en lien avec les luttes à venir.

Prenons le temps d'un processus long de réflexions et d'actions, avec des étapes qui permettent de mesurer, de réévaluer et de réorienter, si besoin était, notre processus de transformation.

### **Adrien Tiberti – Paris**

Les élections législatives ne sont plus qu'un tour de confirmation de la présidentielle. Donc quiconque n'a pas participé à l'élection présidentielle est inaudible aux législatives. Nous parlons depuis deux ans du rassemblement nécessaire à gauche et nous n'avons pas réussi à le faire (ni à la présidentielle ni aux législatives). Nous sommes donc gentils mais inutiles. Pire, pendant ce temps



nous n'avons pas mené le combat idéologique et laissé les idées libérales continuer à avancer. Il faut faire tous les gestes de rassemblement mais arrêter d'en parler (ou du moins de ne parler que de ça). Tout le monde se demande à quoi nous servons. Peut-être est-ce lié au fait que nous passons beaucoup de temps à commenter la situation politique au lieu d'agir. Une des solutions serait, à mon sens, de dire enfin à nouveau pourquoi nous sommes communistes autour de deux axes : le capitalisme nous conduit au désastre, nous entrevoyons un monde nouveau (autour de quelques propositions beaucoup plus hardies que celles que nous défendons aujourd'hui pour donner à voir la portée de notre projet).

En marche et la FI sont des organisations politiques très hiérarchisées et centralisées, construites sur la verticalité d'un pouvoir sans contestation construit autour d'une personne. Or c'est cela qui a marché aux élections (plutôt que notre incapacité à prendre la moindre décision en interne pour ne fâcher personne...). Sans renoncer à la démocratie, il faut incarner notre projet et mettre en avant dès aujourd'hui un/e camarade qui permettrait aux gens de s'identifier. Pierre Laurent n'en est pas capable (et il n'a jamais voulu). Le seul objectif clair que le CEN a fixé ces 18 derniers mois a été la « conservation d'un groupe à l'Assemblée. Avec un objectif aussi limité, il est difficile d'être porteurs d'espoir. Commençons par nous rappeler que notre combat communiste n'est pas juste un choix personnel (ou familial...) que l'on entretient dans l'entre soi, mais une nécessité pour l'avenir du plus grand nombre et maintenant de notre planète. Incarner cette nécessité c'est nous donner de la force jusqu'au moment où nous porterons l'espoir de la majorité.

### **Anne Manauthon-Barbagelata – Alpes-Maritimes**

La période a été dure. Nous sommes fatigués, dubitatifs et certains du respect de la démocratie dans nos instances. Nous devons faire un bilan des 10 dernières années sur la stratégie (renoncement, Front de gauche) et sur l'organisation (locale et nationale). Cela ne doit pas rester lettre morte. Nous devons nous poser la question de l'utilité du Parti et rendre au communisme ses lettres de noblesse et de modernité. Ne succombons pas aux sirènes de la pseudo modernité en pensant qu'en changeant de nom ce serait mieux. J'ai entendu les pistes de travail. Certaines ne sont pas nouvelles. Mais cette fois-ci nous devons les mettre en place concrètement. Et pendant 12 ou 18 mois ne partons pas dans tous les sens ; sans cela nous serons complètement épuisés. Et soyons clairs, nets et créatifs. 36 h pour décider du canevas du calendrier des 18 mois qui viennent c'est très court. Peut-on avoir les textes avant le CN ? Pour rassembler les communistes avançons tous ensemble en s'écoutant avec des idées claires.

### **Bora Yilmaz – Meurthe-et-Moselle**

Pour faire de la politique autrement, il faut commencer par faire de la politique, donc prendre la mesure de la défaite politique majeure que représente la séquence électorale 2017 pour le monde du travail et pour toute la gauche. Les 3 populismes (LREM, FN, FI) ont en commun de s'appuyer sur l'affaiblissement de la conscience de classe et sur un discours de délégation à un-e leader charismatique pour régler les problèmes : tout le contraire de nos objectifs de mobilisation consciente et collective. De ce point de vue, il faut pousser le débat à fond sur la nature de FI. OK sur le calendrier, mais le congrès doit avoir lieu avant l'été 2018 et l'assemblée des animateurs de section arrive tôt. Le processus ne peut être efficace si nous n'allons pas au bout sur le bilan : analyser nos propres responsabilités dans l'échec. Nous devons acter collectivement, dès ce CN, que nos choix d'orientation ont contribué à l'échec.

### **Gisèle Malaval – Aube**

Le conseil départemental de l'Aube a analysé les législatives : les candidats PCF ont été occultés par la campagne quasi publicitaire des candidats FI. Il nous faut revenir, pour redevenir visibles et

surtout audibles, aux fondamentaux : de quoi la CSG est le nom, comment le capitalisme irrigue les expressions courantes, y compris dans notre discours, en quoi la proposition de loi SEF et la proposition de COP fiscale et financière, présentées par nos parlementaires, sont révolutionnaires et réalistes. Autant de leviers pour populariser nos idées et montrer la nécessité d'un renversement du capitalisme pour le bien commun.

### **Fabienne Lefebvre – Val-de-Marne**

Prendre en compte la colère et l'inquiétude des communistes. Echec du Parti au premier tour des législatives, grave. Lié à notre effacement, nos renoncements, notre absence à l'élection présidentielle. Pas visibilité et illisibilité. Campagne marquée par un anticommunisme viscéral. Visée hégémonique de la social-démocratie qu'est la FI. Nécessité d'un bilan. Travail de fond avec notre programme communiste. Nos identifiants : bataille coût du capital et loi sécurité emploi formation. Changer d'orientation, réappropriation formation marxiste, place centrale. Congrès extraordinaire avec direction provisoire car responsabilité collective et incapacité mettre en œuvre décision congrès. Nommer un binôme porte-parole à parité.

### **Hervé Bramy – Seine-Saint-Denis**

Ecologie : passer du « je » conscient à un « nous » collectif politique. Aujourd'hui l'écologie est une partie du tout qui forme le projet politique. C'est cette culture politique d'une écologie intégrée à une vision globale et solidaire du développement humain durable, du local au global que nous devons porter avec nos spécificités... car nous en avons, sans laisser cet axe de bataille à des forces qui se déclarent prétendument mandatées pour ça et qui ne le sont pas. Pourtant, le caractère de classe du rapport homme/nature avec la prégnance dominante du capital sur la nature et les hommes devrait nous mettre à l'aise. Toutefois, trop souvent nous considérons ce sujet finalement comme secondaire, s'opposant aux urgences et aux contraintes de la bataille politique, à la priorité sociale ou au développement de l'emploi par exemple. Cet enjeu est au cœur des transformations qu'il nous faut engager. C'est pourquoi je demande, dans le processus proposé et auquel je souscris, la création d'un espace de débats et de décisions sur cette question.

### **Mahama Compaoré – Calvados**

Il nous faut absolument faire le bilan de notre stratégie depuis le dernier congrès. Les communistes ont décidé démocratiquement de soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Cette stratégie a échoué. Il est nécessaire de renvoyer aux militant-e-s les conséquences de leurs choix. JLM n'est pas un homme politique qui veut le pouvoir. Il s'auto-valorise. Si ce bilan n'était pas fait, il sera difficile de remobiliser les camarades. J'ai remarqué que l'absence d'une voix communiste à la principale élection de cette République a été une erreur. Les communistes ne s'y sont pas totalement retrouvés. En revanche, lors des élections législatives, ils se sont sentis impliqués. Je me réjouis du fait que dans un rapport du secrétaire national, la lutte de classe soit clairement évoquée. Soyons nous-mêmes, portons notre politique, nos propositions. Nous devons d'autant plus le faire que nos idées commencent à être perçues comme pertinentes. Pour preuve, des études faites par des économistes pour le compte du FMI soulignent l'inefficacité des politiques d'austérité. Enfin, je me félicite de l'élection de nos 11 députés et j'espère que le groupe sera chose réelle à l'Assemblée nationale.

### **Caroline Andréani – Seine-Saint-Denis**

Depuis 12 ans que je suis au Conseil national, j'ai vu une succession de séquences électorales qui se sont soldées par des échecs retentissants que nous transformons invariablement en victoire. Aujourd'hui, si nous ne réorientons pas notre ligne politique, nous allons vers la disparition du PCF. L'échec des législatives n'est dû ni à un problème de langage ni à une question de

communication, mais à l'absence de programme politique avec des perspectives de changement de société. Si nous repartons vers le énième congrès qui sanctifiera la ligne majoritaire, cela est totalement inutile. Le seul chantier valable sera de réfléchir à un communisme du 21<sup>e</sup> siècle.

### **Alain Raymond – Yonne**

Notre échec aux législatives est patent.

Nous sommes inaudibles dans les médias et ça continue après les élections mais comme nous ne réagissons pas ou très mollement ça continuera ?

Nous sommes également inaudibles car nous n'avons pas eu ces dernières années une ligne politique claire pour des raisons internes, ne fâcher personne dans les différents courants qui parcourent le Parti mais aussi parce que nous n'avons pas voulu clairement rompre avec des socialistes devenus des libéraux aux élections locales notamment. Le Parti ne pourra revivre l'exécrable période du début 2016, primaire, plan B avec Hamon...

Définissons clairement qui nous sommes, des anticapitalistes dont le rôle dans l'immédiat consiste à enfoncer des coins pour gripper la mécanique capitaliste et au-delà que nous travaillons à un dépassement de ce capitalisme mortifère car il n'y a pas d'aménagement possible de ce système à la marge.

Démonstrons et disons fortement qu'il y a de grandes différences entre nos propositions et celles de Mélenchon, social démocrate populiste (de gauche ?).

### **Gilles Ravache – Haute-Savoie**

La résolution s'adresse d'abord aux adhérent-e-s. Elle doit donc répondre à leur préoccupation. Indiquer le processus dans lequel ils vont pouvoir s'engager pour rien moins que révolutionner les pratiques et mode d'organisation du Parti qui seront actés dans un congrès extraordinaire. Pour ne pas se payer de mots, il faut que la résolution encourage à des formes de préparation qui lèvent le doute pouvant exister. Un énième congrès comme tous les précédents. Je souhaite que la résolution encourage à des expérimentations de formes d'activité, de formes d'organisation, dont nous pourrions tirer enseignement d'ici un an ou davantage si le congrès est plus tard. Ainsi il ne sera pas ordinaire.

### **Dominique Tripet – Loiret**

Comme nombre, dépitée de nos/mon résultats aux législatives, un score quasi lunaire, 1,62 %. Une période inédite vécue avec beaucoup de difficultés, cette dernière année, au lendemain d'une conférence nationale et d'une stratégie difficile. En même temps, qui aurait pu penser que certaines et certains seraient allé-e-s voter aux primaires de droite pour virer Sarko, socialistes pour virer Valls. Les résultats sont là. Il nous faut un congrès extraordinaire, sans doute en juin 2018, à distance des européennes. En attendant, des propositions. Sur le logement, populariser les arrêtés anti-expulsion ; sur les transports, pourquoi encore des 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> classe ? Sur la pollution et dégâts sur la santé ; des crèches dans toutes nos instances politiques ; sur la communication avec une TV internet thématique et possibilité Q/R via internet, 1 co-porte-parolat à parité.

### **Olivier Dartigolles – Pyrénées-Atlantiques**

Après ce séisme politique, bien prendre la mesure de la nature et de l'ampleur des questions à traiter et des processus en cours. Prodigious accélération de la crise politique avec une aspiration grandissante à un changement qu'ont su capter, à leur manière, E. Macron et J-L Mélenchon. Notre principal problème n'est pas d'ordre stratégique quand bien même il nous faudra faire le bilan de la dernière séquence électorale. Nous sommes aujourd'hui associé à l'ancien monde, à l'ancien système politique malgré nos efforts pour renouveler notre pensée et nos pratiques. Nous

sommes regardés comme une force du passé. Certes fidèle à des valeurs, avec une sincérité dans notre engagement, mais qui n'est plus en capacité de faire évoluer favorablement le rapport de force.

Face à ces défis, l'amélioration de ce que nous sommes serait vouée à l'échec. Allons vers un véritable processus de transformations, profondes et rapides, décidées par les communistes, en prise directe avec toutes celles et ceux qui dans la société, et dans la diversité, cherchent les chemins d'une nouvelle gauche.

### **Fabien Guillaud-Bataille – Val-de-Marne**

Attention à nos débats, notre méthode et nos positions individuelles et collectives. Inquiétude devant des premiers éléments de prise de position collective. Ne pas refaire les matches du passé, nous projeter sur de nouveaux chemins. Dans la construction du processus de congrès, ne pas faire l'économie de bilan collectif du national au local, sans éluder le local derrière les questions nationales bien réelles. Interroger nos gestes et leurs effets sur le territoire, sans fard. Dans le processus, aller voir vraiment tous nos adhérents et sympathisants pour les interroger. Enfin, faisons vivre et servons-nous clairement et publiquement du communisme comme projet, comme visée pour la société. Servons-nous-en pour faire sens dans la société. Nous voulons tous rester communistes, soyons-le.

### **Annie Levi-Cyferman – Meurthe-et-Moselle**

Pourquoi un si mauvais résultat au 1<sup>er</sup> tour des législatives ? Il en va de l'existence de notre parti. C'est le fruit d'une stratégie mortifère de la direction. Cette stratégie s'est traduite par un effacement du PCF. Il faudra réfléchir à la nature de FI qui pourrait devenir un foyer de graves dérives. Je soutiens d'idée d'un congrès pour réfléchir à l'état de notre parti, faire le bilan de cette séquence.

### **Xavier Compain – Côtes-d'Armor**

Un processus ouvert va nous conduire à la tenue d'un congrès extraordinaire en 2018. Une démarche offensive de dialogue, de convergences de luttes, de constructions de majorités peut nous permettre de jouer ce rôle central dont la gauche a besoin pour entrevoir des perspectives. Préparons ce congrès à partir de nos territoires. Il y a des batailles gagnées, des politiques publiques locales conquises avec les élus communistes, d'expériences militantes innovantes tenues. Sur la bataille des idées comme sur notre organisation, ouvrons le temps du commun.

### **Christian Picquet – Haute-Garonne**

D'accord avec l'idée d'un congrès extraordinaire. Sans faire l'économie d'un bilan soigné, car c'est aussi la condition pour retrouver l'unité des communistes.

Sur le bilan. Bien sûr, la défaite pesant sur l'idée communiste depuis la fin du 20<sup>e</sup> siècle a joué. Pas plus cependant qu'hier. Ayons la lucidité de considérer qu'il faudra une nouvelle expérience historique, à l'échelle de la planète, pour surmonter cette situation.

En attendant, à ces législatives, nous avons payé trois choses : nos retards à nous poser une série de questions fondamentales ; notre absence de la bataille présidentielle, dès lors que nous n'avions aucun moyen de peser sur la campagne de JLM ; et le fait d'avoir rendu illisibles nos différences avec Mélenchon, depuis que le Front de gauche s'est écarté de sa démarche initiale.

Pour rebondir, reforçons une conviction commune de la nécessité d'un Parti communiste. Surtout en un moment où notre camp vient d'essuyer un désastre, avec un capital financier qui vient de réorganiser son mode de domination politique, et avec une gauche détruite. France insoumise, du fait du « populisme de gauche » revendiqué par Mélenchon, ne peut répondre au défi d'une nouvelle perspective majoritaire.

Nous devons maintenant être identifié comme le parti de la résistance et de la reconquête unitaires. En étant à l'initiative de mouvements politiques à vocation majoritaire pour contester sur le fond la logique libérale. Et en portant une offre de reconstruction en direction de toute la gauche voulant rester indépendante du macronisme. Il faut aller vers un espace unitaire, autour d'une plateforme, qui s'appuie sur des assemblées populaires dans tout le pays.

### **Raphaël Debû – Rhône**

La bataille idéologique doit être le fil rouge de notre action politique et doit structurer notre approche sur les questions stratégiques, sur notre communication et sur nos campagnes politiques nationales, telle la bataille du coût du capital. Dans ce cadre, la formation revêt une importance primordiale, en replaçant l'analyse marxiste au cœur, et en clarifiant ce que nous entendons par communisme. La formation et la politique de cadres pourraient faire l'objet d'un atelier propre dans le processus de congrès, partant de la base et après avoir fait un bilan sérieux de la dernière période.

### **Nicolas Cossange – Hérault**

Bilan dans l'Hérault à l'image nationale, résultats faibles. Je partage les interventions de ceux qui ont pointé les difficultés d'exister face à la FI suite à la présidentielle. Ceci dit, il faudrait analyser et tirer le bilan de tout le processus qui a amené à la situation de 2017, celui de notre stratégie, le Front de gauche a connu des hauts et des bas. Processus de réflexion dans le Parti me va, mais ne poussons pas le congrès trop loin, faute de se faire imposer l'agenda électoral des européennes 2019. Pour finir, attention, il n'y a pas eu d'effondrement du FN, juste l'échec d'une stratégie. Ils ont continué leur politique de cadre. Il est temps que nous reprenions la nôtre.

### **Jean-Marc Durand – Drôme**

Un bilan critique et contradictoire des causes de notre résultat historiquement bas et de nos choix effaçant notre présence est nécessaire pour trouver les voix de notre ré-identification parmi notre peuple. Nous devons être exigeants avec nous-mêmes pour redonner confiance, retrouver la confiance des communistes et de nos citoyennes et citoyens. Conception et construction du rassemblement, conduite de la bataille des idées, rôle des directions, processus de prise de décisions en interne, relation avec le monde du travail, statuts, telles sont quelques questions qui nous sont posées. Ajoutées à celles énoncées dans le rapport introductif, elles doivent donner corps à un texte de congrès sur lequel devra être élue une direction courageuse et déterminée, sans reculer face au moindre obstacle et ne succombant pas à la moindre sirène électoraliste.

### **André Mondange – Isère**

Le PCF avait raison. Le résultat d'une gauche divisée, c'est pas de candidat de gauche au deuxième tour des présidentielles, c'est un affaiblissement de la gauche après les législatives, malgré la guerre sans merci que nous à menée les insoumis rien ne dois nous écarter de notre raison d'être à savoir rassembler l'ensemble des forces de gauche, la seule voie pour ouvrir une perspective politique durable.

Je suis favorable à un congrès extraordinaire ouvert sur l'ensemble des progressistes, notre parti doit se poser la question de son avenir, doit prendre le temps d'analyser, de réfléchir à la recomposition du paysage politique, nous devons transformer de façon radicale notre parti, aussi bien dans le domaine organisationnel, que pour son identification, que pour son projet de société, également pour une stratégie crédible afin de rassembler toutes les forces de gauche.

### **Antoine Guerreiro – Val-de-Marne**

Pour donner une vraie utilité aux débats en préparation pour les communistes, donnons-leur des objectifs qui en valent la peine et posons les questions en grand ! Comment être identifié comme le parti du communisme ? Notre ambition doit être de même nature que celle qui a animé les néolibéraux dans les années 1970 : devenir majoritaires dans la bataille des idées. D'autant plus que ces derniers nous ont ouvert des portes, en mettant dans toutes les consciences le mot d'ordre de liberté au travail, auquel nous devons donc redonner tout son sens. J'en profite aussi pour alerter sur le tirage au sort à l'entrée de l'université, qui touche de plus en plus d'étudiants, dans de plus en plus de filières. Communiquons sur ce scandale, et là où nous le pouvons agissons pour aider les bacheliers qui se retrouveront sur le carreau en septembre.

### **Alain Guilbert – Corrèze**

Résultat des élections législatives : Une circonscription à plus de 5 % - 7,80 %. Une autre à environ 3 %. De bonnes campagnes avec des candidats et des candidates très présents et très investis. Des militants exemplaires, notre parti les remerciera lors d'une soirée le 28 juin. La direction départementale a été unanime sur la position du 2<sup>e</sup> tour des législatives, c'est-à-dire en disant clairement que les 4 candidats en lice n'auraient pas nos suffrages car porteurs d'une politique en totale contradiction avec nos valeurs. Accord pour le congrès. Attention au calendrier. Donner le temps aux adhérents de s'appropriier le contenu du congrès à venir.

### **Dominique Boué – Indre**

Sécurité emploi formation et représentation : ajouter des revenus dignes. Travail émancipateur. Malaise sur tribunes qui « clanisent » le débat. Pas sûr qu'un autre choix sur la présidentielle aurait permis un meilleur résultat. Avoir des échanges sans jugement pour aller vers le meilleur chemin pour nos idéaux communistes, une civilisation et une société du commun. Rationaliser nos outils de communication interne, externe, sans les multiplier en intégrant la question des outils numériques collaboratifs.

### **Alain Janvier – Seine-et-Marne**

Il y a lieu d'approfondir les questions auxquelles nous sommes confrontés dans 2 directions : l'analyse de la séquence électorale et le communisme. Je souhaite soulever plusieurs questions : 1) En 1990, ce n'est pas le communisme qui a chuté. Pourquoi répéter cette antienne ? 2) J'ai entendu dire : « Il n'y a pratiquement plus d'organisations dans les entreprises. Que doit-on dire alors dans nos entreprises à des collectifs de communistes ou des sections sur le lieu de travail ? 3) Je vois dans la résolution : « le PCF doit se réinventer ». Pourquoi retenir une formulation qui laisse à penser que « tout a été essayé » ? 4) Pourquoi ne parle-t-on pas des 13 succès aux élections législatives que nous avons obtenus ? 5) Notre projet de SEF avance les moyens d'éradiquer le chômage. Mais pourquoi ne pointe-t-on pas l'immense enjeu que représentent les droits nouveaux des salariés dans les entreprises ? 6) La candidature issue du PCF à l'élection présidentielle pouvait se construire avec des points de rencontre au cours de la campagne pour valider ou non notre démarche. Pourquoi éviter dans le débat cette option ? 7) Le 37<sup>e</sup> Congrès avait prévu un CN sur la présence du Parti dans les entreprises. Où en est-on ?

# Résolution du Conseil national du PCF – 24 juin 2017

---

## Un séisme électoral et politique inédit

La situation issue des campagnes et élections présidentielle et législatives 2017 ne constitue pas seulement un nouveau et profond séisme de la vie politique française, elle en accélère le remodelage de façon inédite.

Les deux principales formations politiques qui ont dirigé le pays n'ont pu accéder au second tour de l'élection présidentielle. Et l'abstention a atteint, aux élections législatives de juin, un niveau historique dramatique qu'il faut comprendre comme une forme de rejet des pratiques et des institutions politiques confisquées et sclérosées. La nature même du régime est en plein bouleversement, et les libertés et droits démocratiques, humains et sociaux de notre peuple sont menacés.

Le président Emmanuel Macron sort conforté d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale pour mettre en œuvre sans plus tarder ses projets de destruction du modèle social français. Le Parti communiste français, ses militant-e-s et ses élu-e-s, seront dès cette semaine dans toutes les luttes et tous les rassemblements pour imposer des reculs au chef de l'État, à son gouvernement, sa majorité et au Medef dont président, ministres et député-e-s d'En marche ! protègent les intérêts.

## La question de l'avenir de notre combat posée

La nouvelle situation politique interpelle directement toutes les forces politiques et, pour ce qui nous concerne, elle pose directement la question du rôle et de l'avenir de notre parti.

Dans un contexte de profondes divisions de la gauche de transformation sociale, divisions que le PCF, malgré ses initiatives, n'a pas été en mesure de résorber, le Parti communiste essuie un véritable échec électoral même si l'élection et la réélection de 11 député-e-s manifestent une réelle capacité de mobilisation, de rassemblement et de résistance. Notre parti reste confronté aux problèmes institutionnels du présidentielisme qu'il n'a pas su à ce jour résoudre.

Le Conseil national du PCF tient à remercier chaleureusement les 524 candidates et candidats, les secrétaires fédéraux qui les ont appuyés dans leurs campagnes, les milliers de militantes et militants du Parti qui sont allé-e-s partout à la bataille pour arracher des avancées électorales et la victoire dans les 11 circonscriptions de nos député-e-s.

Le Conseil national félicite ces derniers pour leur élection ainsi que toutes celles et tous ceux élu-e-s au second tour grâce au rassemblement de la gauche auquel le PCF a contribué.

Nous saluons également l'entrée au Parlement européen de notre camarade Marie-Pierre Vieu qui vient renforcer le groupe GUE-NGL dont Patrick Le Hyaric est vice-président.

Nous voulons enfin adresser nos amitiés aux député-e-s sortant-e-s du groupe GDR qui ne se représentaient pas ou n'ont pas été réélu-e-s.

Nos député-e-s et le groupe qu'elles et ils ont décidé de former avec 4 député-e-s des Outre-Mers seront un point d'appui précieux pour les luttes qui s'annoncent et les conquêtes à venir du mouvement social et citoyen de notre pays. Leur volonté de rassemblement reste intacte puisque les député-e-s communistes proposent la création d'un « comité de liaison » avec le groupe France

insoumise afin de coordonner au mieux l'activité législative et de faire obstacle efficacement aux mauvais coups du gouvernement d'Édouard Philippe.

## **Pour un processus de débats et d'actions vers un congrès extraordinaire en 2018**

Le Parti communiste français est appelé à se réinventer s'il tient à contribuer, dans les mois et années à venir, à l'amorce d'un processus de transformation sociale au service des intérêts populaires de notre pays.

Le PCF se doit de remettre en chantier une stratégie et des pratiques de conquêtes et de victoires durables pour la transformation sociale. Cela exige de notre part de nous réinventer pour être un parti communiste du XXI<sup>e</sup> siècle à la hauteur de cet objectif, tout en travaillant à l'émergence d'une construction politique, à vocation majoritaire, de l'ensemble de la gauche de transformation sociale.

Le Conseil national du PCF invite les communistes à ouvrir dès à présent un processus de débats, d'actions et d'élaboration collective qui verrait son aboutissement en 2018 par la tenue d'un congrès national extraordinaire dont les thèmes et questions à trancher seront élaborés par les adhérents du Parti eux-mêmes.

## **Pour un bilan approfondi et collectif**

Le Conseil national s'accorde sur le fait qu'un bilan poussé et collectif s'impose à présent à notre parti et à ses directions.

Un bilan qui permette de faire, clairement et lucidement, la part des problèmes politiques présents et de l'expérience de ces 15 derniers mois, de celle des problèmes structurels et stratégiques qui sont les nôtres depuis des années.

Ce travail, pour aboutir, a besoin de l'intelligence collective des communistes, et oblige par conséquent les directions à tous les échelons du Parti à travailler pour réunir les conditions les plus favorables, sous toutes les formes, à la participation de chaque communiste aux débats, élaborations, décisions et leurs mises en œuvre.

## **Une première liste ouverte de questions à traiter**

Le Conseil national a commencé à échanger autour de problématiques que soulèvent les débats des communistes et qui demanderaient un travail collectif de conception et d'action :

- Comment redevenir le parti des classes populaires, au travail, à l'entreprise, dans les quartiers populaires et la ruralité ?
- Quelle stratégie de transformation concrète de la société, comment devenir un parti de la conquête citoyenne, dans une visée révolutionnaire ?
- Comment, à partir de nos bonnes pratiques locales et du travail de nos élu-e-s, de toutes nos expérimentations militantes, construire des outils de notre stratégie nationale de transformation sociale ?
- Quel rassemblement voulons-nous, avec qui, comment ?
- Quel nouveau modèle d'organisation ?
- Quelle conception des collectifs de direction ?



- Comment reconstruire notre communication et notre identification ?
- Quels moyens humains et financiers pour mettre en œuvre ces politiques ?

Ces premiers éléments doivent être critiqués et enrichis par les communistes eux-mêmes au cours de l'été au moyen d'un document permettant de formuler les questions politiques à traiter au congrès.

## **Une proposition de calendrier**

Nous proposons qu'une première phase de discussions et de prises d'initiatives se déroule d'ici au 14 octobre 2017 avec la tenue d'une assemblée nationale des animatrices et animateurs de section. Celle-ci tirera le bilan de cette phase de consultation et contribuera à établir l'ordre du jour du congrès avant validation par le Conseil national.

Le Conseil national souhaite que ce travail, le plus collectif et commun possible, soit animé au-delà de lui-même et du Comité exécutif national par des groupes de travail composés de responsables fédéraux et locaux, de militant-e-s et d'élu-e-s engagé-e-s concrètement sur les questions à traiter.

La date elle-même du Congrès extraordinaire – soit avant l'été 2018, soit à l'automne 2018 – sera déterminée par les adhérent-e-s lors d'une consultation nationale.

Le Conseil national se réunira en séminaire de travail le 25 août, à l'Université d'été du PCF, pour préparer l'Assemblée nationale des animatrices et animateurs de section d'octobre 2017.

L'Université d'été du PCF (Angers, 25-27 août) et la Fête de l'Humanité 2017 (La Courneuve, 15-17 septembre) constitueront deux rendez-vous nationaux importants dans ce processus général.

Pour débiter, les travaux de la réunion de juin du Conseil national doivent faire l'objet de comptes rendus dans toutes les sections et fédérations du Parti, de journées de travail locales, et les débats, propositions et demandes des communistes consignés par écrit et transmis à la présidence du Conseil national pour une diffusion plus large.

## **Des mobilisations immédiates à engager**

Le PCF affrontera tous les défis de la nouvelle période – ceux auxquels notre peuple et notre pays font face, ceux qui le concernent directement et ceux d'une gauche fracturée et émiettée – dans la lutte et l'action.

Le PCF appelle à la mobilisation de toutes les forces, individuelles et collectives, de la transformation sociale, démocratique et citoyenne, pour relever ensemble tous ces défis.

Le président Macron et son gouvernement veulent clore leur prétendue concertation sociale avant de l'ouvrir réellement en faisant adopter par ordonnances leur projet de flexibilisation maximale du travail.

Le PCF s'engage dans la bataille contre ces lois d'ordonnances et pour une loi de sécurisation de l'emploi et de la formation afin de lutter efficacement contre le chômage. Pour contribuer à la mobilisation populaire la plus large possible, les communistes organiseront pendant toute la période estivale, partout en France, des initiatives publiques de la campagne « L'été n'est pas fait pour casser le Code du travail », lancée le 1<sup>er</sup> juin.

Le PCF, engagé également dans la bataille pour la démocratisation des institutions et la défense des libertés publiques, appelle à se mobiliser pour la mise en place du scrutin proportionnel, et prendra

une part active à toutes les mobilisations contre le projet d'introduction de l'état d'urgence dans le droit commun.

Le PCF entend faire de ces trois mois à venir l'été des solidarités et de la fraternité en organisant notamment avec toutes celles et tous ceux qui le souhaitent des journées à la mer et des ventes de fruits et légumes solidaires directes du producteur au consommateur.

Du 4 au 9 septembre, semaine de la rentrée scolaire, les communistes de tout le pays prendront des initiatives de mobilisation pour un grand service public de l'école.

La Fête de l'Humanité 2017, fête de la fraternité, de la liberté et de l'égalité, fête des solidarités populaires et de la grande paix humaine, sera en septembre le lieu de centaines de débats politiques sur les défis du moment et un rendez-vous national de lutte et de riposte. Plus que jamais à cette heure, elle est la Fête de l'Humain d'abord face « au chacun pour soi et l'argent pour quelques-uns ».

La diffusion de sa vignette-bon de soutien sous l'impulsion du collectif national, animé par Nathalie Simonnet, sera lancée nationalement le 28 juin à 19 h lors de l'initiative publique sur le parvis du siège du Parti avec Patrick Le Hyaric, directeur du journal, Fabien Gay, directeur de la Fête, Nathalie Simonnet et Pierre Laurent.

Les élections sénatoriales de septembre constitueront la troisième et dernière étape du cycle électoral 2017. Leurs enjeux, malgré le type de scrutin, concernent directement l'avenir de nos communes et territoires dont la cohésion et le développement exigent des politiques fondées sur l'ambition d'une République pour tou-te-s. L'élection de nombreuses sénatrices et nombreux sénateurs communistes et de candidat-e-s soutenu-e-s par notre parti constituera une force de résistance et d'alternative offensive au Sénat contre les projets gouvernementaux.

## **Ouvrir un débat large pour réinventer à gauche**

Le Parti communiste français ne se résout pas à la crise et l'affaiblissement historique de la gauche dans notre pays, et relève le défi de la reconstruction de la gauche. Il invite l'ensemble de ses organisations locales et départementales à s'adresser aux millions de femmes et d'hommes de notre pays qui veulent redonner à la gauche tout son sens et qui sont prêt-e-s à réfléchir, débattre et agir avec toutes les forces engagées au service du mouvement populaire et citoyen dans cet objectif, tout particulièrement dans le cadre de luttes politiques et sociales de riposte à la politique d'Emmanuel Macron.

Pour sa part, le PCF, son secrétaire national Pierre Laurent, invitent à l'Université d'été du PCF puis à la Fête de l'Humanité, plusieurs dizaines de personnalités avec lesquelles ce dialogue est en cours et la volonté d'agir est partagée.